

IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

1) AGRICULTURE

i) Éléments caractéristiques

1. L'agriculture est à l'origine d'environ 10% du PIB thaïlandais¹ et représente environ 34% de l'emploi.² En 2010, les produits agricoles (selon la définition de l'OMC) représentaient environ 12% des exportations totales de marchandises et 4% des importations.³ L'agriculture joue un rôle plus important encore dans l'économie thaïlandaise que ne laissent pas paraître ces chiffres car ceux-ci ne tiennent pas compte de l'offre de produits et de services agricoles ni de l'importance de l'industrie alimentaire pour l'emploi et l'économie.

2. Du fait d'une croissance plus rapide du secteur manufacturier et de celui des services, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué de près de 14% en 1990. En termes réels, l'agriculture a affiché une croissance annuelle moyenne d'à peine plus de 2% entre 2000 et 2010, croissance qui n'a pas du tout été régulière et est passée de 12,7% en 2003 à 2,4% en 2004, la production ayant suivi l'évolution des cours mondiaux des produits de base et des conditions de production locales.⁴

3. La Thaïlande est un gros producteur de plusieurs produits agricoles. Elle est le deuxième producteur mondial de manioc et d'ananas, le troisième producteur de mangues et un grand producteur de plusieurs autres produits agricoles importants, par exemple l'huile de palme, la canne à sucre, les noix de coco et le riz paddy. Le riz est la culture la plus importante en Thaïlande mais la production est relativement diversifiée. En 2008, les dix produits les plus importants représentaient à eux tous moins des trois quarts de la valeur totale de la production (tableau IV.1).

Tableau IV.1
Principales productions agricoles
(en milliers de tonnes)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	En % de la production mondiale en 2009
Riz	27 038	28 538	30 292	29 642	32 099	31 651	31 463	..	4,6
Mangues	1 700	1 700	1 800	1 800	2 303	2 374	2 470	..	7,0
Viande de porc	660	677	669	865	915	864	756	1 312	0,7
Viande de poulet	1 227	878	950	962	986	1 019	1 506	1 543	1,3
Canne à sucre	74 259	64 996	49 586	47 658	64 365	73 502	66 816	..	4,0
Piments et poivrons séchés	60	75	90	115	153	162	170	..	5,8
Manioc	19 717	21 440	16 938	22 584	26 916	25 156	30 088	..	12,5
Caoutchouc naturel	2 860	3 007	2 977	3 070	3 022	3 167	3 090	..	30,2

.. Non disponible.

Source: Base de données statistiques en ligne de la FAO et autorités thaïlandaises.

¹ Renseignements en ligne de la Banque de Thaïlande. Adresse consultée: <http://www.nesdb.go.th/Default.aspx?tabid=95> [juillet 2011].

² Renseignements en ligne du Bureau national de la statistique. Adresse consultée: http://web.nso.go.th/en/survey/lfs/lfs2010_tab.htm [juillet 2011].

³ Base de données en ligne Comtrade.

⁴ Renseignements en ligne de la Banque de Thaïlande, "Thailand's Macro Economic Indicators". Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/Statistics/EconomicAndFinancial/EconomicIndices/Pages/index.aspx#> [mars 2011].

4. Sur une superficie totale de 52,6 millions d'hectares, quelque 41% des terres sont utilisées pour l'agriculture, la moitié environ étant des rizières. Bien que n'affichant pas une croissance aussi rapide que celle des autres productions végétales et animales, la riziculture reste prédominante dans l'agriculture thaïlandaise. Le pays compte 5,79 millions d'exploitations agricoles, la quasi-totalité étant des exploitations familiales dont la taille moyenne est de 3,2 hectares.

5. En Thaïlande, l'investissement étranger dans l'agriculture est limité par le Code foncier B.E. 2497 (1954), qui interdit l'achat et la possession de terres par des personnes étrangères ou des entreprises établies en Thaïlande détenues par des capitaux étrangers, les étrangers ayant toutefois la possibilité de louer des terres et des immeubles pour des périodes pouvant aller jusqu'à 30 ans. Cependant, la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999), interdit aux étrangers d'exercer certaines activités, classées dans trois listes:

- au titre de la Liste n° 1 (activités interdites pour les étrangers pour des "raisons spéciales"), les étrangers ne sont pas autorisés à exercer comme activité la culture du riz, l'horticulture ni l'élevage d'animaux;
- au titre de la Liste n° 2, les étrangers ne sont pas autorisés, pour des raisons liées à la sûreté ou sécurité nationale ou se rapportant aux arts et à la culture, à la tradition, à l'artisanat relevant du folklore ou aux ressources naturelles et à l'environnement, à exercer comme activité la culture de la canne à sucre, à moins d'obtenir une autorisation du Ministère du commerce, approuvée par le Cabinet; et
- au titre de la Liste n° 3, les étrangers ne sont pas autorisés, au motif que les Thaïlandais ne sont pas encore prêts à affronter la concurrence, à exercer comme activité la mouture du riz et la production de farine de riz, le commerce intérieur de produits indigènes ni la culture et la multiplication de végétaux, à moins d'obtenir une autorisation du Directeur général du Département de l'enregistrement des entreprises, approuvée par le Comité des entreprises étrangères.

6. La production agricole varie considérablement d'une partie du pays à l'autre. Si la culture du riz monopolise la majorité des terres dans la plupart des régions, elle ne représente que 10% des terres cultivées dans le sud du pays, où plus de la moitié des terres sont réservées aux plantations de caoutchouc.⁵ D'une manière générale, les terres consacrées aux cultures végétales autres que le riz gagnent du terrain, les agriculteurs ayant été encouragés à se diversifier.

ii) Commerce des produits agricoles

7. Avec une économie relativement ouverte et un excédent agricole important, la Thaïlande est un gros exportateur de plusieurs produits, en particulier le riz, la viande de poulet en conserve, le sucre, l'ananas en conserve et le manioc (tableau IV.2). Étant la source de près d'un tiers des exportations mondiales de riz, elle est le premier fournisseur de ce produit sur le marché mondial bien que sa production représente moins de 5% de la production mondiale. Par ailleurs, le pays exporte davantage de produits alimentaires transformés que de produits de base; ses exportations d'amidon de manioc sont presque aussi importantes que celles de manioc et ses exportations d'ananas et de poulet en conserve dépassent celles des produits frais ou congelés. La Thaïlande est également la première source mondiale de caoutchouc naturel: elle est à l'origine de plus d'un tiers des exportations totales et représente près d'un tiers de la production totale de ce produit.

⁵ Bureau national de la statistique (2003).

8. Les exportations concernent un assez petit nombre de produits. En 2010, le riz représentait 27% des exportations totales de produits agricoles (selon la définition de l'OMC, qui n'inclut pas le caoutchouc) de la Thaïlande et le sucre, 11%. Cette répartition des exportations est plus ou moins la même depuis plusieurs années, bien que la valeur totale ait fortement augmenté pour le riz, le sucre, le poulet en conserve et le manioc. La hausse des prix du sucre et du riz observée depuis 2005 a effectivement fait progresser leur part dans le commerce des produits agricoles, qui est passée d'environ 16% de la valeur totale des exportations en 2005 à 38% en 2010.

9. La principale destination des exportations thaïlandaises de produits agricoles varie selon le produit. En 2010, le Nigéria était la première destination pour le riz, suivi des États-Unis, de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique du Sud et des Philippines. La principale destination des exportations de sucre est l'Indonésie, suivie du Japon, du Cambodge et des Philippines. Celle des exportations de manioc est la Chine, qui en absorbe pratiquement l'intégralité.

10. Les importations de produits agricoles sont plus diversifiées que les exportations, les dix principaux produits représentant environ 60% des importations totales. Les principales importations sont les intrants destinés à la production nationale (tourteaux et fèves de soja, essentiellement destinés à l'alimentation des animaux, et coton pour les textiles) et non les produits alimentaires, bien que les importations de blé et de lait concentré soient également importantes (tableau IV.3). Les principales sources des tourteaux et des fèves de soja sont le Brésil et l'Argentine, tandis que celles du coton et du blé sont les États-Unis et l'Australie. La Nouvelle-Zélande et l'Australie sont les principales sources des importations de produits laitiers.

Tableau IV.2
Exportations de plusieurs produits agricoles, 2005-2010

Code du SH	Désignation du produit		2005	2006	2007	2008	2009	2010	% des exportations mondiales en 2008
1006	Riz	milliers de tonnes	7 542	7 434	9 198	10 216	8 620	8 940	32
		millions de \$EU	2 322	2 579	3 470	6 108	5 046	5 341	29
1701	Sucres de canne ou de betterave	milliers de tonnes	3 041	2 239	4 408	5 012	5 053	4 501	4
		millions de \$EU	703	734	1 259	1 432	1 803	2 152	8
1602	Autres préparations et conserves de viande ^a	milliers de tonnes	284	306	336	408	398	439	14
		millions de \$EU	874	990	1 187	1 789	1 641	1 832	18
2008	Fruits autrement préparés ou conservés ^a	milliers de tonnes	774	889	835	904	780	767	16
		millions de \$EU	622	699	775	964	805	892	9
0714	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep ^b	milliers de tonnes	3 035	4 217	4 562	2 888	4 364	4 279	69
		millions de \$EU	319	456	558	480	607	817	39
2309	Préparations utilisées pour l'alimentation des animaux	milliers de tonnes	386	418	433	456	461	491	2
		millions de \$EU	447	504	589	708	702	802	4
1108	Amidons et féculés, inuline ^b	milliers de tonnes	1 421	1 759	1 459	1 235	1 759	1 711	30
		millions de \$EU	235	376	408	449	488	772	20
2106	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	milliers de tonnes	401	397	369	396	399	422	7
		millions de \$EU	422	443	433	530	580	659	9
3505	Dextrine et autres amidons et féculés modifiés	milliers de tonnes	674	646	788	727	712	706	25
		millions de \$EU	275	298	403	458	391	510	16

Code du SH	Désignation du produit		2005	2006	2007	2008	2009	2010	% des exportations mondiales en 2008
2103	Sauces	milliers de tonnes	154	152	165	176	193	221	5
		millions de \$EU	161	192	234	295	340	410	8
4001	Caoutchouc naturel	milliers de tonnes	2 952	3 057	2 966	2 832	2 740	2 734	36
		millions de dollars EU	3 695	5 430	5 641	6 721	4 308	7 896	35

- a Le poulet en conserve et l'ananas en conserve constituent l'essentiel des exportations sous les positions 1602 et 2008 du SH respectivement.
- b Le manioc (cassave) et l'amidon de cassave constituent la quasi-totalité des exportations sous les positions 0714 et 1108 du SH respectivement.

Source: Base de données Comtrade des Nations Unies. Adresse consultée: <http://comtrade.un.org/> [mars 2011].

Tableau IV.3
Importations de plusieurs produits agricoles, 2005-2010

Code du SH	Désignation du produit		2005	2006	2007	2008	2009	2010
2304	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile de soja	milliers de tonnes	1 881	2 174	2 105	2 193	2 077	2 616
		millions de \$EU	480	513	616	1 028	879	1 054
1201	Fèves de soja, même concassées	milliers de tonnes	1 608	1 395	1 541	1 723	1 535	1 819
		millions de \$EU	463	376	559	968	692	810
5201	Coton, non cardé ni peigné	milliers de tonnes	504	422	393	436	350	384
		millions de \$EU	612	570	536	715	485	730
1001	Froment (blé) et méteil	milliers de tonnes	1 148	1 006	857	696	1 105	1 700
		millions de \$EU	237	217	258	332	313	443
0402	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre	milliers de tonnes	103	99	88	87	75	91
		millions de \$EU	230	220	302	341	169	292
1901	Extraits de malt; préparations alimentaires de farines, gruaux, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt ...	milliers de tonnes	71	64	65	79	68	78
		millions de \$EU	167	164	183	270	237	277
2106	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	milliers de tonnes	24	28	31	37	33	39
		millions de \$EU	132	161	192	247	237	272
2309	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	milliers de tonnes	197	241	248	217	212	245
		millions de \$EU	136	166	173	221	207	244

Source: Base de données Comtrade des Nations Unies. Adresse consultée: <http://comtrade.un.org/> [mars 2011].

iii) Politiques agricoles

11. Le Ministère de l'agriculture et des coopératives est chargé de formuler la politique agricole. La politique nationale vise essentiellement à améliorer la productivité des petites exploitations, et les principaux objectifs des pouvoirs publics sont les suivants: développer l'emploi dans l'agriculture; améliorer la commercialisation des produits agricoles, en particulier les produits provenant des petites communautés rurales; améliorer l'irrigation et la gestion de l'approvisionnement en eau; et créer un conseil national des agriculteurs. Pour réaliser ces objectifs, le Ministère a mis en place trois grandes stratégies:

- i) la Stratégie de développement des agriculteurs et de l'organisation des agriculteurs, qui vise à stabiliser les revenus des agriculteurs grâce à la mise en place de programmes d'assurance-récolte, à la création d'un marché à terme et au soutien à l'agriculture sous contrat. Un conseil national des agriculteurs, des programmes de formation et un programme de prêts aux agriculteurs vont être créés dans le cadre de cette stratégie;

- ii) la Stratégie de développement de la production, qui vise à améliorer la productivité grâce à une production plus efficace et à la recherche-développement. Cette stratégie a également pour objet d'augmenter la valeur ajoutée par le biais du développement, de la commercialisation et de la certification des produits; et
- iii) le Développement des infrastructures, principalement axé sur la gestion des ressources, en particulier l'approvisionnement en eau et l'irrigation.⁶

12. En outre, l'initiative royale qu'est le Projet sur l'agriculture ainsi que d'autres projets royaux de développement sont destinés à améliorer la productivité de l'agriculture et à réduire les risques, principalement grâce à la recherche et à la formation. La Nouvelle théorie agricole, qui illustre la Philosophie de l'économie de suffisance, s'appuie sur des principes directeurs concernant la gestion des terres et des ressources en eau dans le but de rendre l'agriculture durable aux niveaux familiale, communautaire et régional.

a) Accès aux marchés

13. La moyenne des droits NPF appliqués aux importations de produits agricoles (selon la définition de l'OMC) est de 26,5%, soit beaucoup plus que pour les produits non agricoles (9%). En outre, les droits moyens varient beaucoup d'une catégorie de produits à l'autre, allant ainsi de zéro pour le coton à 49,2% pour les boissons et le tabac. À l'intérieur de chaque catégorie de produit aussi, les droits sont très variables et s'échelonnent de zéro à 65%. Dans la plupart des cas, les droits NPF appliqués sont plus faibles que les droits consolidés, qui s'élèvent en moyenne à près de 37% pour les produits agricoles (voir le chapitre III 1)).

14. D'après les autorités, une ligne tarifaire visant un produit agricole est non consolidée et plusieurs le sont partiellement.⁷

15. La Thaïlande a notifié des importations soumises à contingents tarifaires dans 23 cas, pour tout un ensemble de produits divers et variés, allant du lait et de la crème aux graines d'oignons. Les taux d'utilisation sont très variables: les importations de certains produits dépassent largement le contingent minimum (pommes de terre, fèves de soja et tourteaux de soja par exemple), tandis que certains contingents sont à peine utilisés (pour l'ail, la noix de coco et le maïs par exemple).⁸

16. Les méthodes d'administration des contingents diffèrent, bien que l'ensemble des contingents soient ouverts à tous les pays fournisseurs. Des certificats d'importation délivrés par le Département du commerce extérieur du Ministère du commerce sont requis pour tous les contingents tarifaires à l'exception de ceux visant le sucre (certificats délivrés par le bureau de l'Office de la canne à sucre et du sucre relevant du Ministère de l'industrie) et le tabac non fabriqué (certificats délivrés par le Département de l'accise du Ministère des finances). L'attribution des contingents tarifaires aux importateurs est généralement très complexe, une partie de ces derniers étant attribuée dans l'ordre de

⁶ MOAC, Bureau de l'économie agricole (2010) et Conseil des ministres (2008a), page 14.

⁷ La ligne tarifaire non consolidée est la position 05059010 du SH (plumes de canard), et les lignes qui le sont partiellement sont les suivantes: certains animaux vivants de l'espèce bovine (SH 01021000 et 01029090), certains produits à base de viande de poulet (02071300), certaines lignes tarifaires visant le lactosérum (04041091 et 04049000), une ligne visant les poils d'animaux (05029000), une ligne visant les peaux d'oiseaux (05059090), une ligne visant les os acidulés (05069000) et deux lignes visant les haricots mungo (07133110 et 07133190).

⁸ Documents de l'OMC G/AG/N/THA/55, 63, 67 et 71.

présentation des demandes aux fabricants pour l'importation de matières premières, aux importateurs traditionnels et aux groupements de producteurs.⁹

17. Certains contingents sont administrés selon des méthodes susceptibles de limiter l'accès. Par exemple, pour l'année 2011, les importations de maïs dans le cadre du contingent sont réservées à l'Organisation des entrepôts publics, détenue par l'État, qui ne peut importer qu'entre le 1^{er} mars et le 30 juin de cette année. À la fin de 2010, suite à la hausse des prix, le Ministère du commerce a annoncé qu'il suspendait l'application de contingents et de droits de douane pour les fèves de soja, et que la farine de soja serait soumise à un droit ne dépassant pas 2% et ne ferait l'objet d'aucun contingent. Toutefois, les importations seraient limitées à un petit nombre d'entreprises privées et d'associations professionnelles.¹⁰

18. La Thaïlande s'est réservé le droit de recourir à la sauvegarde spéciale (SGS) pour l'agriculture en ce qui concerne 52 lignes tarifaires, y compris certains produits laitiers, les pommes de terre, les oignons, l'ail, les longanes, le café, le thé, le poivre, le maïs, les fèves de soja, le coprah, l'huile de palme, le sucre, le tabac et la soie. Cependant, jusqu'à la fin de 2008, elle n'y a jamais eu recours (la notification la plus récente de la Thaïlande concerne les années civiles 2007 et 2008).¹¹

b) Soutien interne

19. La Thaïlande soutient l'agriculture de différentes manières. La politique choisie varie selon que le pays est exportateur ou importateur net du produit en question et dépend de la protection tarifaire qu'il peut appliquer à ce produit. Les politiques ont jusqu'à présent été axées sur l'amélioration des infrastructures, en particulier en ce qui concerne l'irrigation et le drainage, et depuis ces dernières années, une attention grandissante est accordée à la recherche, à la lutte contre les parasites et les maladies et aux services de vulgarisation et de conseil. Toutefois, il existe aussi plusieurs programmes directement liés à la production et au commerce, notamment pour le riz, le sucre, l'huile de palme et le maïs.

20. S'agissant du riz, un programme de soutien des prix adopté en 2001 a en effet permis aux producteurs de bénéficier d'un prix garanti. Au titre de ce programme, les agriculteurs se voyaient accorder un prêt (hypothécaire) à un faible taux d'intérêt, basé sur la quantité de riz récoltée et le taux de prêt. Si les prix du marché étaient supérieurs au taux de prêt, le prêt pouvait être remboursé au taux de prêt plus les intérêts, et s'ils étaient inférieurs à celui-ci, avec le riz récolté. Ce programme a été suspendu en 2006 après que près de 5 millions de tonnes de stocks ont été accumulées. Celui-ci a toutefois été réintroduit en 2008 avec un taux de prêt de 10 000 baht par tonne pour la première récolte et de 14 000 baht par tonne pour la deuxième (soit environ 304 dollars EU et 425 dollars EU respectivement, selon le taux de change moyen de 2008). Un stock de 2,5 millions de tonnes avait été acquis à la fin de septembre 2008.¹² Au cours de l'exercice commercial 2009/10, lorsque les stocks ont atteint 6 millions de tonnes, ce système de crédits hypothécaires a été remplacé par un mécanisme d'assurance des prix. Au titre de ce nouveau mécanisme, les producteurs reçoivent la différence entre un prix assuré et un prix de référence hebdomadaire. Avec 3,5 millions d'agriculteurs inscrits, ce mécanisme est devenu populaire. Les prix assurés oscillent entre 15 300 baht par tonne pour une récolte pouvant aller jusqu'à 14 tonnes de riz parfumé par foyer à 9 500 baht par tonne pour une récolte pouvant aller jusqu'à 25 tonnes de riz gluant par foyer.¹³ Cela équivaut à environ

⁹ Documents de l'OMC G/AG/N/THA/70, 66, 62, et 58.

¹⁰ USDA, Foreign Agriculture Service (2011).

¹¹ Documents de l'OMC G/AG/N/THA/16, 19, 31, 36, 41, 44, 46, 54, 60, 65, et 68.

¹² Forssell (2009).

¹³ Oxford Business Group (2011) et autorités thaïlandaises.

503 dollars EU et 312 dollars EU respectivement, selon le taux de change moyen de la période allant de janvier à juin 2011.

21. En octobre 2011, ce système de prix garanti est redevenu un système de crédits hypothécaires, les prix allant de 15 000 baht par tonne pour le riz paddy à 20 000 baht par tonne pour le riz parfumé. La Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles va accorder des prêts à l'Organisation des entrepôts publics et à l'Office de commercialisation pour les agriculteurs afin qu'ils achètent le riz à ces prix dès le nouveau système de crédits hypothécaires mis en place.¹⁴ L'augmentation des prix garantis et les graves inondations ayant frappé le pays ont suscité des préoccupations quant aux conséquences que cela pourrait avoir sur les cours mondiaux et sur la quantité de riz que la Thaïlande sera à même d'exporter.¹⁵

22. D'après les autorités, le gouvernement n'achète ni ne stocke plus de riz pour soutenir les prix. Cependant, il a été dit que les stocks existants avaient été vendus à l'étranger, 2 à 3 millions de tonnes ayant déjà été mises en circulation et 2 à 3 autres millions de tonnes étant toujours stockées à la fin de cette année.¹⁶ Les ventes se font par le biais d'enchères publiques, et les autorités ont noté qu'elles prenaient des mesures afin de veiller à ce que celles-ci soient concurrentielles et à ce qu'il n'y ait pas d'entente entre les acheteurs.

23. En Thaïlande, l'industrie sucrière est placée sous la surveillance du bureau de l'Office de la canne à sucre et du sucre, qui est composé de représentants du gouvernement, des sucreries et des producteurs. L'Office fixe des prix plafond pour les producteurs ainsi que les quantités de sucre brut et de sucre raffiné pouvant être vendues par les sucreries sur le marché intérieur, de même que leur prix. Avec un droit NPF appliqué de 65%, la Thaïlande peut conserver des prix intérieurs plus élevés que les prix internationaux et éviter que des importations à bas coût ne compromettent ce système. Les prix intérieurs sont presque chaque année supérieurs aux cours mondiaux. Toutefois, en octobre 2010, le prix contrôlé du sucre blanc a été fixé à 19 baht par kg et le prix de gros du sucre raffiné à 20 baht par kg, soit des prix inférieurs aux prix internationaux, ce qui a suscité des craintes de pénurie sur le marché intérieur.¹⁷ Ainsi, bien qu'il ait été indiqué que le secteur du sucre était le plus protégé des secteurs agricoles thaïlandais¹⁸, cela ne semble pas avoir été le cas l'année passée.

24. La Thaïlande applique également des politiques de soutien des prix pour d'autres produits agricoles, notamment le maïs, le manioc, certains fruits tropicaux et les échalotes. Les niveaux de soutien sont la plupart des années assez faibles et la Thaïlande s'appuie sur sa structure tarifaire pour maintenir les prix intérieurs et assurer un transfert des consommateurs, plutôt que des contribuables aux producteurs.

25. Subventions à l'exportation

26. La Thaïlande n'a pris aucun engagement en matière de subventions à l'exportation. Les notifications présentées au Comité de l'agriculture de l'OMC portent sur une période allant jusqu'à

¹⁴ Communiqué de presse du Ministère de l'agriculture et des coopératives (MOAC), du 5 octobre 2011, et nouvelles en lignes de l'Administration thaïlandaise des communications de masse (MCOT), du 8 octobre 2011. Adresses consultées: <http://www.moac.go.th> et <http://www.mcot.net/EnglishNews> [octobre 2011].

¹⁵ IRIN, (2011).

¹⁶ USDA, Foreign Agriculture Service (2010b).

¹⁷ USDA, Foreign Agriculture Service (2010c).

¹⁸ Warr (2008).

2008 et indiquent que le pays n'a appliqué aucune subvention à l'exportation relevant de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture.

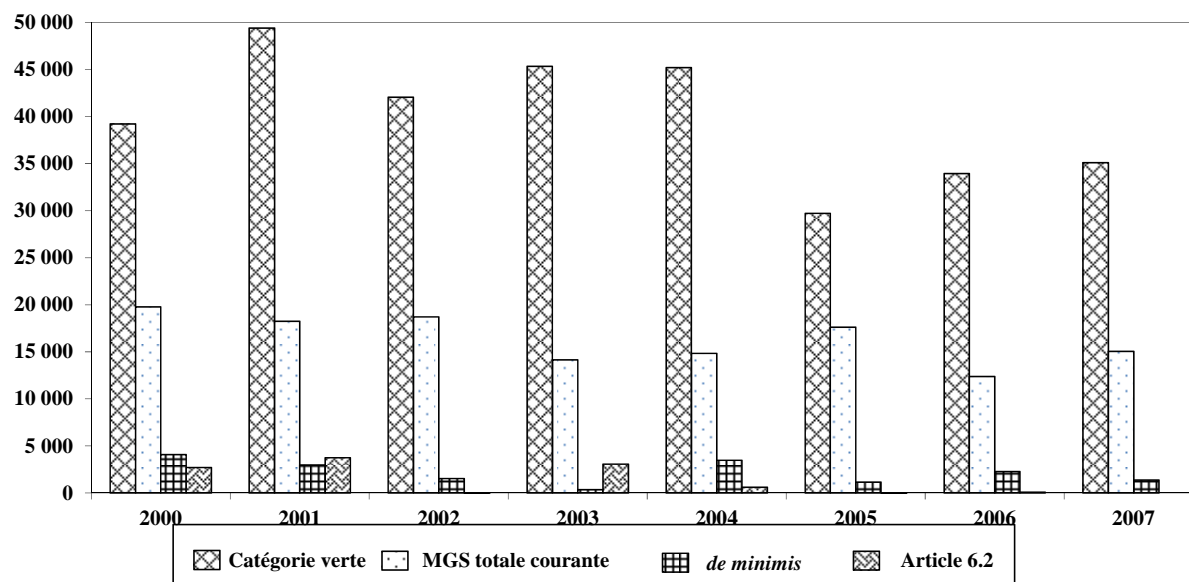
iv) Niveaux de soutien

27. Les engagements en matière de soutien interne pris par la Thaïlande lors du Cycle d'Uruguay prévoient une mesure globale du soutien (MGS) totale courante de 19 028,48 millions de baht et cet engagement a pris effet en 2004, au terme de la période de mise en œuvre. La MGS totale courante n'a pas été conçue pour mesurer la valeur économique ou monétaire du soutien aux producteurs mais pour mesurer le respect des engagements. Dans ses notifications, la Thaïlande a donné des renseignements sur les dépenses budgétaires consacrées au soutien apporté au titre de différents programmes visant différents produits. Pour certains produits, comme le sucre ou les produits laitiers, les dépenses budgétaires sont minimales voire inexistantes étant donné que des mesures relatives à l'accès au marché sont utilisées pour maintenir les prix à un niveau supérieur à celui des prix internationaux.

28. La dernière notification de la Thaïlande concernant le soutien interne porte sur les années 2005, 2006, et 2007.¹⁹ Celle-ci indique qu'environ la moitié du soutien total apporté à l'agriculture est allée aux services d'infrastructure (essentiellement barrages, drainage et irrigation) et n'a pas directement bénéficié aux producteurs. Le soutien total en faveur des services d'infrastructure et les autres mesures notifiées au titre de la catégorie verte se sont chiffrés en moyenne à environ 40 milliards de baht pour la période comprise entre 2000 et 2007 (graphique IV.1). Outre le soutien relevant de la catégorie verte, la Thaïlande accorde aussi un soutien des prix pour plusieurs produits, en particulier le riz, ainsi que des subventions aux intrants.

Graphique IV.1
Soutien à l'agriculture, 2000-2007

Millions de baht

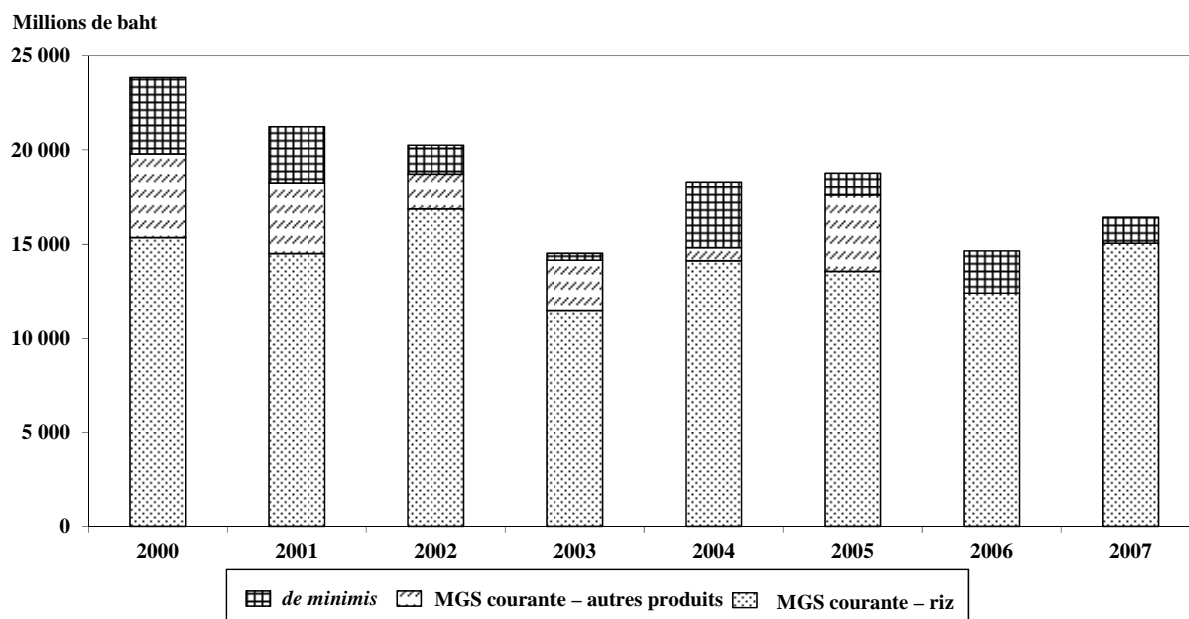


Source: Notifications présentées à l'OMC.

¹⁹ Document de l'OMC G/AG/N/THA/72, du 27 octobre 2010.

29. La plupart des mesures de soutien à l'agriculture relevant de la catégorie orange prises par la Thaïlande concernent la riziculture, qui est aussi le principal sous-secteur agricole (graphique IV.2). Dans la majorité des cas, les montants du soutien apporté par ailleurs sont inférieurs aux niveaux *de minimis*, c'est-à-dire inférieurs à 10% de la valeur de la production concernée.

Graphique IV.2
Soutien de la catégorie orange (y compris *de minimis*), 2000-2007



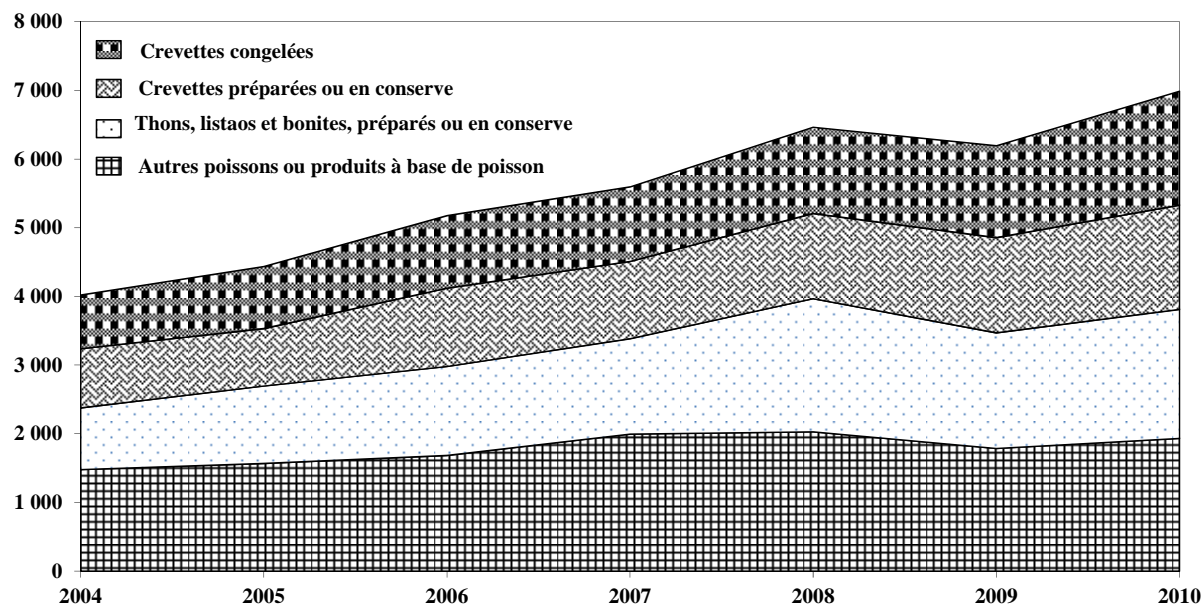
Source: Notifications présentées à l'OMC.

2) PÊCHE

30. En 2008, le secteur de la pêche (pêche et transformation des produits de la pêche) a contribué au PIB à hauteur de plus de 2% et a représenté 3,6% des exportations totales et 5,4% de l'emploi total en Thaïlande. Près de la moitié des exportations totales de produits halieutiques sont des crevettes congelées ou en conserve, plus souvent issues de l'aquaculture que de la pêche de capture. Les exportations ont affiché une croissance annuelle moyenne de plus de 6% au cours de la période 2004-2010, atteignant presque 7 milliards de dollars EU en 2010 du fait de la hausse des prix d'une part et de l'amélioration des rendements d'autre part (graphique IV.3). Les États-Unis sont le premier marché d'exportation, suivis du Japon et de l'Australie.

Graphique IV.3
Exportations de plusieurs produits de la pêche, 2004-2010

Millions de dollars EU



Note: HS 030513 = crevettes congelées; HS 160414 = thons, listaos et bonites préparés ou en conserve; HS 160529 = crevettes préparées ou en conserve.

Source: Base de données Comtrade en ligne: <http://comtrade.un.org/> [mars 2011].

31. La Thaïlande affiche un excédent commercial important en ce qui concerne les produits de la pêche, les importations ayant tout juste dépassé 2 milliards de dollars EU en 2010. D'après la base de données Comtrade des Nations Unies, près de la moitié des importations totales de produits de la pêche sont composées de poisson congelé (principalement listaos et bonites) importé pour être transformé et réexporté sous forme de produit préparé ou en conserve.²⁰ Les principaux marchés d'exportation pour le poisson en conserve sont l'UE, le Japon et les États-Unis.

32. Le sous-secteur de la pêche marine est composé d'entreprises de pêche commerciale équipées de navires de plus de cinq TJB et de pêcheries à petite échelle dont les bateaux sont plus petits. Les petites entreprises exercent leurs activités près des côtes et pratiquent surtout une pêche de subsistance. D'après le dernier recensement des pêcheries marines, on comptait, en 2000, 58 119 bateaux de pêche marine, 80% étant de petite taille. Pourtant, la quasi-totalité des captures marines provient des embarcations commerciales les plus grandes.

33. La production de la pêche marine a atteint 2,1 millions de tonnes en 2007, pour une valeur de 55 327 millions de baht, dont 60% environ provenant de la zone économique exclusive de la Thaïlande.²¹ Elle a toutefois reculé en 2008, son volume tombant alors à 1,64 million de tonnes et sa valeur à environ 42 147 millions de baht. Les captures de poissons diminuent depuis 1961, ce qui met en évidence le problème de la surpêche, et la politique officielle est désormais axée sur la conservation et la reconstitution des stocks au moyen de mesures de gestion telles que: des

²⁰ Base de données Comtrade des Nations Unies. Adresse consultée: <http://comtrade.un.org/>

²¹ Département des pêches (2010).

restrictions concernant la taille des mailles de filet dans certaines parties du Golf de Thaïlande; l'interdiction de la pêche commerciale à moins de 3 km des côtes; et un régime de licences annuelles octroyant des droits de pêche, les titulaires de licences actuels étant admis à bénéficier de nouvelles licences.

34. Pour faire face au déclin du sous-secteur de la pêche de capture, l'aquaculture côtière et l'aquaculture en eau douce se sont développées. La première concerne surtout les crevettes, qui sont presque toutes exportées, congelées ou en conserve. La seconde est plus diversifiée mais tout de même dominée par deux espèces, le poisson-chat et le tilapia, bien que l'élevage des poissons d'ornement deviennent de plus en plus populaires.²²

35. La politique officielle et la recherche relèvent de la responsabilité du Département des pêches du Ministère de l'agriculture et des coopératives, tandis que le Département des ressources marines et côtières, qui relève du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, est chargé du milieu naturel marin. Actuellement, la politique vise à encourager la participation des acteurs locaux à la prise des décisions, à la formation et à l'enseignement, à améliorer la durabilité tout en favorisant l'accroissement de la production aquacole et à renforcer la capacité de la flotte de pêche qui opère à l'étranger.

36. La Thaïlande accorde quelques subventions à la recherche-développement par l'intermédiaire de différents organismes publics et s'emploie à résoudre certains des problèmes rencontrés dans ce secteur, imputables à la hausse des prix des carburants, aux crises économiques, aux catastrophes naturelles et à la baisse des prix. Les autorités ont toutefois indiqué que les sommes allouées étaient relativement peu importantes et étaient versées de façon ponctuelle, et que ces subventions étant accordées par différents organismes publics, les autorités n'étaient pas en mesure d'en préciser le montant.

37. En vertu de la Loi sur les entreprises étrangères de B.E. 2542 (1999) et de la Loi B.E. de 2482 (1939), régissant le droit de pêcher dans les zones de pêche thaïlandaises, les étrangers ne sont pas autorisés à se livrer à la pêche commerciale dans les zones de pêche thaïlandaises et dans ses zones économiques spéciales. Cependant, la Loi (n° 2) B.E. 2539 (1996), régissant le droit de pêcher dans les zones de pêche thaïlandaises, autorise les étrangers à faire partie de l'équipage d'un navire de pêche à condition qu'ils soient enregistrés en vertu de la Loi sur les travailleurs étrangers de B.E. 2551 (2008).

3) ÉNERGIE

i) Introduction

38. Bien que la Thaïlande dispose d'importantes réserves de gaz naturel et soit un exportateur net de produits pétroliers raffinés, elle est un importateur net d'énergie, y compris d'électricité. Par ailleurs, elle a une économie à forte intensité énergétique (ainsi que le montre la consommation d'énergie primaire par dollar EU de 2005 du PIB): le niveau mesuré en 2008, de près de 20 000 dollars EU par BTU, était supérieur de plus de 40% au niveau moyen observé en Asie et en Océanie, et plus de deux fois supérieur au niveau moyen mondial, bien qu'il ait baissé par rapport au record enregistré en 2005.²³ La principale source d'énergie pour la production d'électricité est le gaz naturel et celles pour la production de carburants sont le pétrole, le diesel, le gaz de pétrole liquéfié

²² FAO (2009).

²³ Renseignements en ligne du Service d'information sur l'énergie des États-Unis. Adresse consultée: <http://www.eia.gov/countries/country-data.cfm?fips=TH> [mai 2011].

(GPL) et le gaz naturel. L'utilisation d'énergies renouvelables est encouragée, par le biais d'avantages fiscaux, de contrôles des prix et de subventions aux biocombustibles.

39. Le Ministère de l'énergie est responsable de la politique gouvernementale concernant l'exploration et l'extraction des hydrocarbures, ainsi que de la production, de la distribution et de la vente de l'électricité. Cette politique vise à diversifier le bouquet énergétique, tant via la production nationale que grâce aux importations, et par le biais d'une plus grande utilisation des biocombustibles. L'État continuera de contrôler les prix de l'énergie et d'encourager la conservation.²⁴ La stratégie énergétique proposée par le Ministère de l'énergie en janvier 2009 énonce des objectifs précis et établit la méthode à appliquer pour les atteindre. Ces objectifs sont notamment: l'amélioration de la sécurité énergétique grâce à la diversification de l'approvisionnement et des sources d'énergie, l'encouragement de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie; le contrôle des prix; la conservation; et la protection de l'environnement.²⁵

40. Le Bureau de la politique et de la planification énergétiques (EPPO), qui relève du Ministère de l'énergie, est chargé d'élaborer les politiques énergétiques, y compris les plans permettant de gérer les pénuries d'énergie et d'améliorer la conservation, et de coordonner, de suivre et de superviser la mise en œuvre de la politique des pouvoirs publics.²⁶ Le Conseil de la politique énergétique nationale, qui est présidé par le Premier Ministre et regroupe plusieurs ministres du gouvernement plus le Directeur général de l'EPPO, est chargé de proposer des plans d'action au Conseil des ministres, de déterminer les règles de fixation des prix et de surveiller les entités publiques et privées ayant des activités dans le domaine de l'énergie afin de veiller à ce qu'elles respectent la politique énergétique nationale.²⁷

ii) Hydrocarbures

41. La Thaïlande est un importateur net de pétrole et de gaz naturel, sa consommation de pétrole étant presque trois fois supérieure à sa production (tableau IV.4). Toutefois, le pays est un exportateur net de produits pétroliers raffinés fabriqués à partir du pétrole brut importé comme matière première. Bien que l'utilisation de carburants de substitution pour les transports et de sources d'énergie renouvelables pour la production d'électricité se développe, les combustibles fossiles sont toujours majoritaires dans le bouquet énergétique, le gaz naturel étant le principal combustible utilisé pour la production d'électricité, suivi du charbon.

42. La production de pétrole a affiché une croissance régulière depuis 2000, atteignant 330 000 barils par jour en 2009, contre environ 176 000 barils par jour en 2000 (tableau IV.4). La majeure partie du pétrole produit est brut, mais environ un tiers de la production est constituée de condensats issus de la production de gaz naturel. Les principales réserves de pétrole et de gaz sont situées en mer, dans le Golfe de Thaïlande.

²⁴ Conseil des ministres (2008b).

²⁵ Ministère de l'énergie (2009).

²⁶ EPPO (2006).

²⁷ Loi B.E. 2535 (1992), sur le Conseil de la politique énergétique nationale, telle que modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2550 (2007), sur le Conseil de la politique énergétique nationale et la Loi (n° 3) B.E. 2551 (2008), sur le Conseil de la politique énergétique nationale. Adresse consultée: <http://www.eppo.go.th/index-E.html> [mai 2011].

Tableau IV.4
Production et réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon, 2000-2009

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Pétrole											
Production totale	milliers de barils/jour	176	191	204	236	223	265	286	305	321	330
Consommation	milliers de barils/jour	794	769	827	881	967	1,005	996	995	962	975
Capacité de raffinage	milliers de barils/jour	899	1 064	1 068	1 068	1 068	1 078	1 125	1 125	1 175	1 240
Réserves prouvées	milliards de barils	0,4									0,5
Gaz naturel											
Production	milliards de mètres cube	20	20	21	22	22	24	24	26	29	31
Consommation	milliards de mètres cube	22	25	27	29	30	33	33	35	37	39
Réserves	billions de mètres cube	0,23									0,36
Charbon											
Production	millions de tonnes	18	20	20	19	20	21	19	18	18	19
Production	millions de tonnes équivalents pétrole	5,1	5,6	5,7	5,3	5,6	5,9	5,3	5,1	5,0	5,3
Consommation	millions de tonnes équivalents pétrole	7,8	8,8	9,2	9,4	10,4	11,2	12,4	14,1	15,3	14,1
Réserves	millions de tonnes										1 354,0

Source: Publication de BP *Statistical Review of World Energy*, juin 2010. Adresse consultée: http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2008/STAGING/local_assets/2010_downloads/statistical_review_of_world_energy_full_report_2010.pdf.

43. La PTT Public Company Limited, qui a remplacé l'Office thaïlandais des pétroles en 2001, continue de jouer un rôle dans la production de pétrole, par le biais de co-entreprises réunissant la société PTT Exploration and Production (PTTEP) et des compagnies pétrolières internationales. Une part très importante du pétrole produit est issue des condensats de puits de gaz naturel. La PTT a été partiellement privatisée en 2001 et est cotée à la Bourse de Bangkok, bien que le Ministère des finances continue de détenir 51,36% des parts.

44. La production de gaz a elle aussi enregistré une croissance régulière depuis 2000, et les réserves ont augmenté du fait de nouvelles découvertes et d'une extraction plus efficace. La production de gaz et de condensats fait intervenir la PTTEP, détenue par l'État, agissant seule ou dans le cadre de co-entreprises avec d'autres compagnies. La PTT détient également le monopole de la distribution et de la livraison du gaz naturel en Thaïlande.

45. Au sein du Ministère de l'énergie, le Comité et le Sous-Comité pour le pétrole sont responsables de l'élaboration de la politique relative à l'exploration et à la production de pétrole et de gaz tandis que le Département des combustibles minéraux est chargé de la mettre en œuvre, y compris

en lançant des appels d'offres et en octroyant des concessions d'exploration, de production et de vente de pétrole et de gaz.²⁸

46. La politique du gouvernement vise à réduire les fluctuations des prix des combustibles, en les soumettant à différents types de contrôles (chapitre III 4) iv)). Dans le passé la réalisation de cet objectif passait par le subventionnement du pétrole, du diesel et du gaz naturel via le Fonds pétrolier, financé par les prélèvements sur la production des combustibles, une aide budgétaire et l'emprunt. Cependant, du fait de l'accroissement des pertes du Fonds pétrolier, il a été mis fin aux subventions pour le pétrole en octobre 2004 et à celles pour le diesel en juillet 2005.

47. Depuis lors, le contrôle a été exercé sur les prix moyennant des modifications apportées aux droits d'accise, aux taxes municipales, aux contributions au Fonds pétrolier et aux contributions au Fonds de conservation, ainsi que par des mesures de contrôle direct des prix. Les subventions du Fonds pétrolier sont réservées au gazohol à plus forte teneur en alcool. Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le gaz naturel comprimé (GNC) pour véhicules à moteur sont toujours subventionnés, la PTT les vendant aux consommateurs à un prix inférieur au prix d'achat. En janvier 2009, les propositions du Ministère de l'énergie en faveur d'une augmentation des prix du GPL ont été rejetées par le Conseil de la politique énergétique nationale.²⁹ En 2010, la PTT a fourni du GPL à un prix inférieur au prix du marché mondial (333 contre 412 dollars EU par tonne). La compagnie a été indemnisée par le gouvernement à hauteur de 2 baht par kg, pour compenser les pertes dues à la vente du gaz naturel pour véhicules à un prix de 8,5 baht par kg, le prix d'achat étant de 14 à 15 baht par kg.

48. Le gouvernement continue de promouvoir les biocombustibles en appliquant différentes mesures visant à encourager leur utilisation et leur production. Le plan de mise en valeur des énergies renouvelables ou nouvelles 2008-2022 a pour objet de porter la part des énergies nouvelles à 20% de l'énergie totale utilisée d'ici à 2022. La production d'éthanol et de biodiesel a considérablement augmenté ces dernières années et a atteint plus de 400 millions de litres pour le premier et 560 millions de litres pour le deuxième en 2009. L'éthanol est produit à partir de canne à sucre ou de tapioca tandis que la majeure partie du biodiesel est fabriquée à partir d'huile de palme.³⁰

49. En avril 2010, les droits d'accise sur les voitures utilisant du gazohol ont été réduits de 5 points de pourcentage pour les véhicules pouvant fonctionner avec un mélange composé de 20% d'éthanol et 80% de pétrole (E20), et de 8 points de pourcentage pour ceux pouvant rouler à l'E85. En octobre 2010, certaines pièces pour véhicules électriques hybrides ont été exonérées de droits d'importation pour trois ans (voir chapitre III). En outre, l'éthanol destiné à être mélangé à du pétrole pour la fabrication de gazohol bénéficie d'une exonération des droits d'accise de 7 baht par litre, et les contributions au Fonds pétrolier sont moins élevées dans le cas de la production d'éthanol et de biodiesel; le gazohol E85 bénéficie d'une subvention du Fonds pétrolier s'élevant à 13,50 baht par litre.

50. En 2007, le gouvernement a adopté une prescription imposant que le carburant diesel contienne 2% de biodiesel (diesel B2), puis porté le pourcentage à 3% en 2010. En mai 2010, il a encore modifié ce pourcentage afin d'autoriser une teneur en biodiesel comprise entre 3 et 5% afin de laisser une marge de manœuvre aux producteurs de carburants et de s'adapter aux variations saisonnières de la production d'huile de palme. Pour encourager l'utilisation de diesel à plus forte teneur en biodiesel (diesel B5), les droits d'accise, la taxe municipale et la TVA ont été réduits et une

²⁸ Présentation de Bunboon S., du Département des combustibles minéraux, au 5^{ème} séminaire PPM à Bangkok, en 2006.

²⁹ Economist Intelligence Unit (2010b).

³⁰ PTT (2011).

subvention a été accordée par le Fonds pétrolier pour que le prix de détail soit d'environ 29 baht par litre au lieu de 30 baht par litre pour le diesel B2.

51. L'existence de ces différents fonds et taxes se traduit par une structure de détermination des prix complexe, cinq impositions différentes sur les carburants (TVA, droits d'accise, taxe municipale, contributions au Fonds pétrolier et au Fonds de conservation) et une seule d'entre elles étant *ad valorem* (la TVA) et la même pour tous les types de carburants. Les autres impositions sont en baht par litre (ou par kg pour le gaz), varient selon le type de carburant et sont modifiées de temps à autre lorsque les autorités tentent de stabiliser les prix des carburants (tableau IV.5).

Tableau IV.5
Impositions et droits applicables aux carburants
Baht/litre (à l'exception du GPL: baht/kg)

Avril 2007						Avril 2008					
	Droit d'accise	Taxe municipale	Fonds pétrolier	Fonds de conservation	TVA	Droit d'accise	Taxe municipale	Fonds pétrolier	Fonds de conservation	TVA	
Sans plomb 95	3,685	0,369	3,460	0,070	7%	3,685	0,369	3,450	0,750	7%	
Gazohol91	3,317	0,332	1,000	0,063	7%	3,317	0,332	-0,250	0,250	7%	
Gazohol95 E20						3,317	0,332	-0,300	0,250	7%	
Gazohol95 E85											
Biodiesel B5	2,190	0,219	0,300	0,067	7%	2,190	0,219	-1,500	0,250	7%	
GPL	2,170	0,217	-1,251	0,000	7%	2,170	0,217	0,303	0,000	7%	
Avril 2009						Avril 2010					
	Droit d'accise	Taxe municipale	Fonds pétrolier	Fonds de conservation	TVA	Droit d'accise	Taxe municipale	Fonds pétrolier	Fonds de conservation	TVA	
Sans plomb 95	5,000	0,500	7,000	0,750	7%	7,000	0,700	7,500	0,250	7%	
Gazohol91	4,500	0,450	2,350	0,250	7%	6,300	0,630	1,400	0,250	7%	
Gazohol95 E20	4,000	0,400	-0,300	0,250	7%	5,600	0,560	-0,400	0,250	7%	
Gazohol95 E85	0,750	0,075	-5,700	0,250	7%	1,050	0,105	-11,000	0,250	7%	
Biodiesel B5	2,190	0,219	-0,200	0,250	7%	5,040	0,504	-0,800	0,250	7%	
GPL	2,170	0,217	0,303	0,000	7%	2,170	0,217	0,435	0,000	7%	
Avril 2011											
	Droit d'accise	Taxe municipale	Fonds pétrolier	Fonds de conservation	TVA						
Sans plomb 95	7,000	0,700	7,500	0,250	7%						
Gazohol91	6,300	0,630	0,100	0,250	7%						
Gazohol95 E20	5,600	0,560	-1,300	0,250	7%						
Gazohol95 E85	1,050	0,105	-13,500	0,250	7%						
Biodiesel B5	0,005	0,001	1,489	0,250	7%						
GPL	2,170	0,217	1,147	0,000	7%						

Source: EPPO.

iii) Électricité

52. En Thaïlande, la demande d'électricité a augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, et la croissance de la production d'électricité a affiché une nette reprise en 2010 pour atteindre 163 668 GWh, après deux années de croissance molle. Le gaz naturel est le principal combustible utilisé (72% de la production), suivi du charbon et de la lignite (18%) et des importations (4%) en provenance de la Malaisie et de la République démocratique populaire lao (tableau IV.6). L'entreprise publique qu'est l'Office thaïlandais de l'électricité (EGAT) est le principal producteur

(47% de la capacité de production), bien que les producteurs d'électricité indépendants, quelle que soit leur taille, jouent un rôle de plus en plus important (39% et 7% respectivement).³¹

Tableau IV.6
Production d'électricité par source d'énergie
GWh

	Gaz naturel	Charbon	Pétrole	Eau	Importations	Autres	Total
2003	85 688	19 301	2 510	7 208	2 473	1 231	118 408
2004	90 289	20 404	5 701	5 896	3 378	1 842	127 511
2005	94 468	20 614	7 817	5 671	4 372	1 857	134 798
2006	94 398	24 468	7 885	7 950	5 152	2 065	141 919
2007	98 148	30 881	2 995	7 961	4 488	2 553	147 026
2008	104 386	30 838	1 013	6 951	2 784	2 250	148 221
2009	105 930	29 808	493	6 966	2 451	2 710	148 364
2010	117 941	29 764	600	5 347	7 254	2 763	163 668

Source: Renseignements en ligne de l'EPPO. Adresse consultée: <http://www.eppo.go.th/info/index.html> [mai 2011].

53. En plus d'être le principal producteur d'électricité, l'EGAT, qui est le seul acheteur de l'électricité produite par les producteurs indépendants, exploite le réseau de distribution de l'électricité dans le cadre du modèle de l'acheteur unique. Ce modèle était initialement censé s'appliquer après la privatisation de l'EGAT en 2001 et, lorsque la proposition de privatisation a été retirée, après sa transformation en société commerciale en 2005. L'EGAT n'a toutefois pas été transformée en société commerciale et est restée une entreprise publique. Il existe deux autorités de distribution, toutes deux détenues par l'État: la Direction métropolitaine de l'électricité (MEA), qui est responsable de la distribution et de la vente de l'électricité à Bangkok et dans les deux provinces voisines, et la Direction provinciale de l'électricité (PEA), qui en assume la responsabilité dans le reste du pays.

54. La Loi sur l'énergie B.E. 2551 (2007) a institué la Commission de réglementation de l'énergie (ERC), un organisme de réglementation indépendant pour la production, le transport, la distribution et la vente au détail de l'électricité, ainsi que pour le transport et la fourniture de gaz et les terminaux de GPL.³²

55. L'ERC assure également le fonctionnement du Fonds de développement de l'électricité, qui perçoit les contributions des producteurs d'électricité. Les contributions au Fonds dépendent de la source d'énergie utilisée pour produire l'électricité et vont de 0,02 baht par kWh pour le charbon et l'hydraulique à 0,01 baht par kWh pour l'éolien et le solaire. D'après l'ERC, ce fonds est utilisé pour subventionner la Direction provinciale de l'électricité (PEA) à hauteur d'environ 10 milliards de baht par an; en 2009, l'EGAT a par ailleurs dû octroyer à la PEA une aide de 2,8 millions de baht. Un nouveau système de subventions devrait être élaboré, davantage basé sur les résultats, comme dans le cas des services publics et des obligations de service universel, afin qu'un tarif unique puisse continuer d'être appliqué à tous les consommateurs d'électricité en Thaïlande.³³

56. Depuis 2008, des licences ont été octroyées à l'EGAT pour la production, le transport et l'exploitation des systèmes et aux Directions métropolitaine et provinciale de l'électricité pour la

³¹ Renseignements en ligne de l'EPPO. Adresse consultée: http://www.eppo.go.th/info/5electricity_stat.htm [mai 2011].

³² Renseignements en ligne de l'EPPO. Adresse consultée (en anglais): http://www.eppo.go.th/admin/cab/law/energy_industry_act-2007.pdf [mai 2011].

³³ ECRC (2010).

distribution, tandis que neuf licences de production ont été accordées à des grandes centrales électriques (dont deux à des producteurs qui se sont dissociés de l'EGAT), 60 à des petits producteurs d'électricité et 118 à des très petits producteurs.

57. L'ERC est également chargée de fixer les tarifs de l'électricité appliqués aux consommateurs, ceux-ci devant être approuvés par le Conseil de la politique énergétique nationale. Le tarif final est composé d'un tarif de base, auquel vient s'ajouter un supplément variable qui dépend de la source d'énergie. Le tarif de base dépend de la catégorie du consommateur et, au début de 2009, était compris entre 2,28 baht par kWh pour le pompage de l'eau dans l'agriculture à 3,26 baht par kWh pour les petits services généraux. Pour les usagers résidentiels, les institutions publiques et les organisations à but non lucratif ainsi que pour le pompage de l'eau dans l'agriculture, le tarif de base est inférieur au coût marginal de fourniture de l'électricité. Le supplément variable dépendant de la source d'énergie, qui est ajouté au tarif de base, est révisé tous les quatre mois et réajusté en fonction des prix des combustibles. Depuis le début de 2009, les ménages consommant moins de 90 kWh par mois bénéficient d'exonérations fiscales.³⁴

58. Le Plan de développement de l'électricité 2010-2030 (PDP 2010) est une version actualisée du plan 2008-2021 qui prend en compte le fléchissement de la croissance de la demande d'électricité observée en 2008 et 2009 et met davantage l'accent sur la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, conformément au plan de mise en valeur des énergies renouvelables ou nouvelles 2008-2022. Le PDP a été approuvé par le Conseil de la politique énergétique nationale et entériné par le Cabinet en mars 2010. Selon le PDP 2010, la capacité de production devrait plus que doubler et atteindre 65,5 GW d'ici à 2030 (contre 29,2 GW en 2009), 7% environ de l'électricité étant produite à partir de sources renouvelables (sans compter les grandes centrales hydroélectriques).³⁵

4) SERVICES

i) Caractéristiques principales et engagements multilatéraux

59. Les services jouent toujours un rôle important dans l'économie de la Thaïlande. Toutefois, leur part dans le PIB a légèrement reculé et est tombée de 44,6% en 2007 à 42,9% en 2010, à l'inverse de la tendance observée dans les autres économies de la région Asie-Pacifique. Toutefois, en Thaïlande, la part des services dans l'emploi total est passée de 38,5% en 2007 à 40,2% en 2009 (tableau I.1), et la productivité du travail dans ce secteur est demeurée pratiquement inchangée. Les principaux sous-secteurs de services étaient, en 2010, le commerce de gros et de détail (13,1%), les transports et la communication (6,8%), l'hôtellerie et la restauration (4,7%) et l'intermédiation financière (4,1%). Au cours de la période 2007-2010, le secteur des services a affiché une croissance annuelle moyenne de 2,7% en termes réels, c'est-à-dire inférieure à celle de l'économie dans son ensemble. Les services (principalement ceux liés aux voyages, à la communication et aux transports) représentaient 15% des exportations totales en 2010. Au cours de la période considérée, la balance commerciale des services de la Thaïlande a été excédentaire (chapitre I).

60. La Liste d'engagements spécifiques de la Thaïlande vise 75 des quelque 160 sous-secteurs dont il est question dans l'AGCS.³⁶ Dans ses engagements horizontaux, la Thaïlande a exclu le mode 3 (présence commerciale) du traitement national et a inscrit des limitations en matière d'accès aux marchés concernant ce mode, précisant notamment que la présence commerciale ne pouvait

³⁴ ECRC (2010).

³⁵ EGAT (2010).

³⁶ Profils commerciaux de l'OMC en ligne. Adresse consultée: <http://stat.wto.org/ServiceProfile/WSDBServicePFView.aspx?Language=E&Country=TH> [9 février 2011].

prendre la forme que d'une société à responsabilité limitée enregistrée en Thaïlande, dans laquelle la participation étrangère au capital ne dépassait pas 49%. Toutefois, au titre des engagements par secteur, les limitations concernant la participation étrangère pour le mode 3 varient d'un secteur à l'autre et vont de 20% à 49% pour les services de télécommunication et de 25% à 49% pour la plupart des services bancaires, des services d'assurance et des autres services financiers, et elles sont de 49% pour les services professionnels (juridiques, de comptabilité, d'ingénierie ou d'architecture) ainsi que pour certains services de construction et certains services liés à la distribution, à l'enseignement, à l'environnement, au tourisme, aux loisirs, et aux transports maritimes, ferroviaires et routiers. D'une manière générale, la circulation temporaire des personnes physiques (mode 4) ne fait l'objet d'aucune limitation, excepté pour les personnes en voyage d'affaires, les dirigeants/cadres d'entreprises et les experts.³⁷

61. La Thaïlande a accepté les quatrième et cinquième protocoles annexés à l'AGCS concernant les télécommunications de base et les services financiers.³⁸ S'agissant des télécommunications, elle a inscrit une condition générale, selon laquelle les fournisseurs de services doivent être des entreprises enregistrées en Thaïlande avec une participation étrangère maximale au capital de 20% et 20% maximum d'actionnaires étrangers (note introductive de la partie sur les télécommunications); une limite de 40% a toutefois été inscrite pour certains sous-secteurs des télécommunications. En 2006, la Thaïlande s'est engagée, sous réserve que les lois nécessaires soient adoptées, à inscrire sur sa Liste de nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national concernant les services publics de télécommunication, ainsi que des éléments du document de référence concernant les principes réglementaires pour les services de télécommunication de base.³⁹ À cet égard, les autorités ont indiqué que le secteur des télécommunications avait fait l'objet d'un processus de réforme et de restructuration au cours des trois dernières années et qu'un nouvel organisme de réglementation serait créé sous peu, l'élaboration de la politique et de la stratégie en vue d'une libéralisation plus poussée incombant toujours au Ministère de l'information et des technologies de la communication. Les résultats de ce processus se reflèteront dans la Liste d'engagements de la Thaïlande.

62. Conformément aux engagements de la Thaïlande en matière de services financiers, l'établissement de nouvelles succursales de banques étrangères est soumis à un régime de licences mais les banques étrangères exerçant déjà des activités en Thaïlande avant juillet 1995 ont été autorisées à ouvrir deux succursales supplémentaires. L'accès aux marchés par l'intermédiaire de banques constituées en sociétés en Thaïlande est limité à une prise de participation dans des banques existantes; la participation étrangère est limitée à 25% du capital et les trois quarts au moins des membres du conseil d'administration doivent être des citoyens thaïlandais. Cependant, ces limitations peuvent être assouplies par le Ministère des finances, sur recommandation de la Banque de Thaïlande. Des limitations similaires s'appliquent aux établissements financiers. Pour les services d'assurance-vie et d'assurance autre que sur la vie, la participation étrangère au capital est plafonnée à 25% et l'ouverture de nouveaux établissements est soumise à l'obtention d'une licence approuvée par le Ministère des finances, avec l'assentiment du Cabinet.⁴⁰ Il existe une limitation en matière de traitement national concernant les primes d'assurance-vie, qui sont déductibles des impôts jusqu'à concurrence d'un certain montant si la police est émise par une compagnie d'assurance agréée en Thaïlande.

³⁷ Document de l'OMC GATS/SC/85, du 15 avril 1994.

³⁸ Documents de l'OMC GATS/SC/85/Suppl.2, du 11 avril 1997, et GATS/SC/85/Suppl.3, du 26 février 1998.

³⁹ Document de l'OMC GATS/SC/85/Suppl.2, du 11 avril 1997.

⁴⁰ Document de l'OMC GATS/SC/85/Suppl.3, du 26 février 1998.

63. La Thaïlande a introduit des exemptions NPF concernant les services informatisés de réservation et d'autres services fournis aux entreprises, les services de transport (y compris le fret maritime international, les transports routiers et la réparation et l'entretien des aéronefs), les services bancaires et d'autres services financiers⁴¹, et les services mentionnés dans les dispositions pertinentes du Traité d'amitié et de relations économiques avec les États-Unis.⁴²

64. Dans le contexte des négociations sur les services menées dans le cadre du PDD, la Thaïlande a présenté une offre initiale en août 2003 et une offre révisée en octobre 2005. Le pays a proposé d'inclure une nouvelle catégorie en mode 4 dans ses engagements horizontaux et d'améliorer ses engagements spécifiques dans les secteurs suivants: services aux entreprises, distribution, éducation, tourisme, loisirs, services maritimes et transport aérien.⁴³

65. Au niveau régional, la Thaïlande a adopté des engagements de libéralisation des services au titre de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS)⁴⁴, et du Plan directeur de la Communauté économique de l'ASEAN (signé en 2007); celui-ci contient un engagement en faveur d'une réduction substantielle de l'ensemble des restrictions portant sur le commerce des services d'ici à 2015 (chapitre II 6) ii)).⁴⁵

66. Globalement, la libéralisation du secteur thaïlandais des services est encore en cours. D'importantes restrictions concernant l'accès aux marchés et la participation étrangère au capital sont toujours en vigueur dans plusieurs sous-secteurs et le cadre réglementaire est contraignant. Simplifier le régime réglementaire et intensifier la concurrence dans le secteur thaïlandais des services pourrait aider à stimuler l'innovation et à renforcer la productivité, et donc à accroître la compétitivité de l'économie thaïlandaise dans son ensemble.

ii) Services financiers

67. Au cours de la période considérée, la Thaïlande a continué de mettre en œuvre la Phase I de son Plan directeur du secteur financier (FSMP Phase I), lancé en 2004 dans le but de créer un secteur financier plus efficient, plus inclusif et plus concurrentiel au plan international. La réforme entreprise a permis de consolider le paysage financier de la Thaïlande⁴⁶, a contribué à intensifier la concurrence dans le secteur, a amélioré la gestion des risques, a élargi l'éventail des activités des banques et a institué des mécanismes permettant de protéger les consommateurs. Avec l'adoption de la nouvelle Loi sur les activités des établissements financiers (FIBA) de B.E. 2551 (2008) qui a renforcé les pouvoirs de contrôle et les pouvoirs exécutoires de la Banque de Thaïlande, et les modifications importantes apportées aux règlements relatifs à l'assurance et aux valeurs mobilières, le cadre réglementaire du secteur financier a également fait l'objet d'une réforme d'envergure.

68. Le secteur financier a affiché une croissance annuelle moyenne de 6,4% en termes réels entre 2007 et 2010, enregistrant ainsi le taux de croissance le plus élevé de tous les secteurs économiques.

⁴¹ Les exemptions NPF concernant les services bancaires et autres services financiers ont été supprimées en 1998. Document de l'OMC GATS/EL/85, Suppl. 2, du 26 février 1998.

⁴² Document de l'OMC GATS/EL/85, du 15 avril 1994.

⁴³ OMC (2008).

⁴⁴ Apparemment, ces engagements ne vont pas beaucoup plus loin que ceux pris dans le cadre de l'AGCS et n'impliquent pas de réelle libéralisation (Sally, 2007, pages 1594 à 1620).

⁴⁵ Renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresse consultée: <http://www.aseansec.org/publications/AFAS-2009.pdf>.

⁴⁶ Le nombre d'établissements financiers privés a été ramené de 83 en 2003 (avant le lancement du programme) à 38 en 2010.

En 2010, il représentait 4,1% du PIB – contre 3,6% en 2007 – et 1% de l'emploi total (tableau I.2). À la fin de 2010, les actifs du secteur financier représentaient 344% du PIB (contre 300% en 2007), les banques en détenant environ 81% (banques, établissements financiers spécialisés et compagnies d'assurance).⁴⁷

a) Banque et finance

Structure du marché

69. Le secteur bancaire de la Thaïlande est composé de 32 banques commerciales, dont 16 constituées en société en Thaïlande, 15 succursales de banques étrangères, et une filiale de banque étrangère.⁴⁸ Le pays compte également trois sociétés financières et trois établissements de crédit foncier ainsi que huit établissements financiers spécialisés contrôlés par le gouvernement.⁴⁹

70. En décembre 2010, les banques commerciales constituées en société (banques commerciales thaïlandaises) représentaient 85,3% des actifs du secteur bancaire et 88,2% du passif, contre 14,7% et 11,8% respectivement pour les succursales de banques étrangères et la filiale étrangère.⁵⁰ Bien qu'aucun changement important ne soit intervenu dans la structure du secteur bancaire de la Thaïlande au cours de la période considérée, la participation étrangère dans les banques commerciales thaïlandaises a quelque peu augmenté: en 2010, quatre banques commerciales thaïlandaises comptaient plus de 49% de participation étrangère, contre deux seulement en 2007 (tableau IV.7). D'après la Banque mondiale, la participation étrangère dans le système bancaire thaïlandais, qu'elle soit directe ou indirecte, progresse, ce qui pourrait contribuer à améliorer la compétitivité du secteur.⁵¹

Tableau IV.7

Structure du système bancaire: nombre d'établissements et parts de marchés respectives, 2007-2010

Type d'établissement	2007		2008		2009		2010 ^a	
	Nombre	Part ^b	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
Banques commerciales thaïlandaises	17	86,7	17	87,2	16	86,6	16	85,3
Constituées en société en Thaïlande, détenues et contrôlées par des intérêts thaïlandais	15	78,8	14	79,3	13	79,9	12	78,4
Constituées en société en Thaïlande, au sein desquelles la participation étrangère dépasse 49%	2	7,8	3	7,9	3	6,7	4	6,9
Succursales ou filiales de banques étrangères	17	13,3	17	12,8	16	13,4	16	14,7
Total	34	100	34	100	32	100	32	100

a Décembre.

b Part de marché en termes d'actifs.

Source: Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

⁴⁷ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises, provenant de la base de données de la BOT et du Conseil national de développement économique et social.

⁴⁸ La Mega International Commercial Bank.

⁴⁹ Les établissements financiers spécialisés comprennent six banques et deux sociétés financières: la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles (BAAC), la Banque d'épargne publique (GSB), la Banque hypothécaire centrale (GHB), la Banque pour les petites et moyennes entreprises (Banque des PME), l'Export-Import Bank of Thailand (Exim Bank), la Société de garantie de crédit pour les petites entreprises (SBCG), la Société d'hypothèques de second rang (SMC), et la Banque islamique de Thaïlande.

⁵⁰ Renseignements communiqués par la Banque de Thaïlande. Voir également les renseignements en ligne de la Banque de Thaïlande. Adresse consultée: http://www2.bot.or.th/statistics/Download/FI_CB_001_S3_ENG_ALL.XLS [10 février 2011].

⁵¹ D'après la Banque mondiale, en août 2010, la participation étrangère, qu'elle soit directe ou indirecte – via les instruments délivrés par la Société thaïlandaise des certificats de titre en dépôt non assortis de droits de vote, dépassait 49% dans neuf des 16 banques commerciales thaïlandaises (Banque mondiale, 2010c).

71. Bien que les banques commerciales continuent à dominer le système financier, les établissements financiers spécialisés jouent un rôle de plus en plus important étant donné qu'ils servent d'instruments pour les politiques publiques de crédit. Ces établissements apportent un soutien financier aux ménages à faibles revenus et à certains secteurs économiques, par exemple l'agriculture, les petites entreprises, le logement et la promotion des exportations. D'après les estimations, les établissements financiers spécialisés détenaient 22% du total des actifs du système financier en 2009⁵², et 19,6% en 2010.⁵³ Le gouvernement détient par ailleurs une participation majoritaire (55,2%) dans la Krung Thai Bank et des parts minoritaires dans deux autres banques commerciales.⁵⁴ Au total, par le truchement de sa participation dans des banques commerciales et dans des établissements financiers spécialisés, le gouvernement détenait 32% des actifs du secteur bancaire en 2009, et 29% en 2010.⁵⁵

72. Globalement, les fondamentaux bancaires thaïlandais ont encore été renforcés au cours de la période considérée, ce qui a permis au système bancaire de rester solide malgré la crise financière de 2008. Les banques commerciales ont amélioré leurs bilans, consolidé leur assise financière et enregistré des bénéfices. Le ratio moyen de fonds propres est passé de 15% en 2007 à 16,2% à la fin de 2010, un niveau bien supérieur au taux réglementaire de 8,5%.⁵⁶ Cela s'explique par les augmentations de capital et l'amélioration de la rentabilité des banques. Parallèlement, les prêts improductifs ont continué de reculer. Le ratio des prêts improductifs bruts ramenés au total des prêts est tombé de 7,3% en 2007 à 3,6% en 2010, tandis que le taux des prêts improductifs nets des provisions est tombé de 3,9% à 1,9%.⁵⁷ Outre les fondamentaux solides, la faible exposition aux produits liés aux crédits immobiliers à risque et aux produits structurés, le fait que les financements s'appuient sur les dépôts en monnaie nationale et la présence de liquidités suffisantes sur le marché intérieur ont permis au système bancaire thaïlandais de supporter les effets de la récente crise financière mondiale. L'amélioration de la gestion des risques et l'adoption de stratégies commerciales plus prudentes ont aussi aidé les banques à rester résilientes.⁵⁸

73. La Phase I du FSMP s'est achevée en 2008. Les mesures clés prises au cours de cette phase sont notamment la promotion des fusions volontaires, l'élargissement des activités des banques commerciales afin de leur permettre d'offrir leurs services à toutes les catégories de clients et de procéder à la plupart des opérations financières, et la simplification du régime de licences bancaires.⁵⁹ En outre, une politique de "présence unique" a été adoptée afin de réduire le chevauchement d'activités et de limiter les conglomerats financiers à un établissement de dépôts agréé unique. La consolidation du secteur a par ailleurs été encouragée, par le biais de réductions des taxes et des droits de mutation sur les terrains, applicables en cas de fusion d'établissements financiers.

⁵² Banque mondiale (2010b).

⁵³ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

⁵⁴ La Thai Military Bank (TMB) et la Siam Commercial Bank (SCB).

⁵⁵ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises. Voir aussi la Banque mondiale (2010b).

⁵⁶ Banque de Thaïlande (non daté a, b, et c).

⁵⁷ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises. Voir aussi les renseignements en ligne de la Banque de Thaïlande. Adresse consultée: http://www2.bot.or.th/statistics/Download/FI_NP_001_ENG_ALL.XLS [15 février 2011].

⁵⁸ FMI (2009).

⁵⁹ Des renseignements plus détaillés sur la simplification du régime de licences bancaires sont disponibles à l'OMC (2008).

Cadre juridique

74. L'un des aspects majeurs de la réforme entreprise dans le cadre de la Phase I du FSMP a été l'adoption de la FIBA de 2008, qui a unifié le cadre juridique et renforcé les pouvoirs de contrôle et les pouvoirs exécutoires de la BOT. La FIBA est entrée en vigueur en août 2008, en tant que loi récapitulative remplaçant la Loi sur les banques commerciales de B.E. 2505 (1962), et la Loi sur les sociétés financières, les maisons de titres et les sociétés de crédit foncier de B.E. 2522 (1979). Elle régit les activités des banques commerciales, des sociétés financières et des sociétés de crédit foncier.

75. Au titre de la FIBA, la BOT peut, au cas par cas, relever la limite réglementaire de la participation étrangère dans les banques commerciales et autres établissements financiers pour la porter de 25% à 49%, et faire passer la proportion maximale de membres étrangers du conseil d'administration de 25% à 50%.⁶⁰ En outre, le Ministre des finances est habilité à autoriser, sur les conseils de la BOT, les investisseurs étrangers à détenir plus de 49% des parts d'une banque commerciale lorsque cela est jugé nécessaire pour améliorer les résultats ou renforcer la sécurité d'un établissement financier quel qu'il soit, ou du système bancaire dans son ensemble. Cette autorisation, qui est limitée dans le temps, doit répondre à certaines règles et certains critères qui, selon les autorités, sont en cours d'élaboration.

76. La FIBA fait de la BOT l'unique organisme de réglementation des banques commerciales et lui confère d'importants pouvoirs de contrôle afin qu'elle puisse exercer une surveillance accrue des conglomérats financiers et prendre rapidement des mesures correctives. La Loi autorise également les autorités de contrôle des établissements financiers spécialisés à confier la responsabilité de leur surveillance à la BOT. Le Ministre des finances conserve le pouvoir d'accorder ou d'annuler des licences bancaires, sur recommandation de la BOT. Une modification de la Loi sur la Banque de Thaïlande, également adoptée en 2008, a encore renforcé l'autonomie et l'indépendance fonctionnelle de la banque centrale.⁶¹

77. Autre changement important du point de vue juridique, la Loi sur l'Agence de protection des dépôts a été approuvée et est entrée en vigueur en août 2008. En vertu de cette loi, l'actuel système général de garantie des dépôts sera remplacé par un système de garantie limitée des dépôts. À compter du 11 août 2011, le montant garanti ne pourra pas dépasser 50 millions de baht (environ 1,5 million de dollars EU), limite qui sera ramenée à 1 million de baht (environ 30 000 dollars EU) d'ici au 11 juillet 2012.⁶² L'Agence de protection des dépôts (DPA), tout juste créée, sera chargée de l'administration de ce système et du recouvrement d'une prime auprès de tous les établissements financiers y participant. Les établissements financiers ainsi assurés sont les banques commerciales (y compris les succursales et filiales de banques étrangères), les sociétés financières et les sociétés de crédit foncier. Ce nouveau système devrait permettre de renforcer la confiance des consommateurs, de réduire l'aléa moral du système général de garantie et de diminuer le coût de l'assurance des dépôts pour le public.⁶³

⁶⁰ Article 16 de la FIBA. La Banque de Thaïlande a autorisé des exceptions à la règle du plafonnement à 25% à plusieurs occasions.

⁶¹ FMI (2009).

⁶² Le système général de garantie des dépôts était censé prendre fin en 2008 mais il a été prolongé jusqu'en 2011 afin de renforcer la confiance dans le système financier thaïlandais pendant la crise financière mondiale.

⁶³ Banque de San Francisco de la Réserve fédérale (2010).

78. Un comité constitué par la BOT pour évaluer les résultats de la Phase I du FSMP a trouvé que la consolidation des établissements financiers avait eu pour effet d'améliorer les pratiques en matière de fonctionnement et de gestion des risques, d'induire des gains d'efficacité, d'élargir la gamme des services financiers et de rendre le système financier thaïlandais plus solide et plus résilient.⁶⁴ Cependant, afin de remédier aux déficiences persistantes, le comité a recommandé que la Phase II du Plan directeur du secteur financier (FSMP Phase II), portant sur la période 2010-2014, soit axée sur trois piliers: la réduction des coûts d'exploitation, la promotion de la concurrence et de l'accès aux services financiers, et le renforcement des infrastructures financières.⁶⁵

79. Les mesures proposées dans le cadre de la Phase II du FSMP pour améliorer la compétitivité du secteur financier visent principalement à permettre aux établissements financiers existants d'élargir le champ de leurs activités et leurs réseaux de succursales. En fonction des résultats obtenus grâce à ces mesures et s'il faut encore combler des lacunes dans le système financier, les autorités envisageront d'autoriser l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché.⁶⁶ Dans un premier temps, les banques commerciales thaïlandaises et les succursales de banques étrangères ont été autorisées à élargir le champ de leurs activités en offrant des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de capital-risque. En outre, les banques de détail sont désormais autorisées à devenir des banques commerciales si elles disposent de fonds propres de catégorie 1 d'au moins 10 milliards de baht et peuvent attester d'une bonne gestion, de systèmes de gestion des risques adéquats et d'activités viables.

80. Afin d'encourager une plus grande participation des fournisseurs étrangers de services, les succursales de banques étrangères auront la possibilité d'obtenir une licence subsidiaire et ainsi d'ouvrir davantage de succursales. En outre, les filiales de banques étrangères existantes pourront, à compter de 2012, ouvrir jusqu'à 20 succursales et installer jusqu'à 20 distributeurs automatiques de billets (DAB) supplémentaires en dehors des locaux, à condition de remplir certains critères: leur capital libéré devra notamment être d'au moins 10 milliards de baht, elle devront avoir été bien notées par la BOT et disposer d'un système de gestion des risques adéquat. Conformément aux règlements actuels, les filiales de banques étrangères ne sont autorisées à ouvrir que quatre succursales en dehors de leur maison mère (les DAB hors-site étant comptabilisés comme des succursales), et leur capital libéré doit être d'au moins 4 milliards de baht.

81. Depuis mars 2010, les succursales de banques étrangères existantes sont autorisées à ouvrir deux succursales supplémentaires⁶⁷, sous la forme de succursales présentes physiquement, de DAB hors-site ou de bureaux de change, sans devoir disposer de fonds supplémentaires.⁶⁸ Les succursales de banques étrangères ne sont pas tenues d'avoir un capital libéré mais elles doivent disposer d'actifs d'au moins 3 millions de baht en Thaïlande, conformément à la réglementation prudentielle renforcée pour faciliter la surveillance fondée sur les risques.

82. En vue d'améliorer l'accès aux services financiers pour les petites entreprises et le public, la BOT adoptera des mesures visant à accroître l'efficacité des établissements financiers spécialisés, à encourager les banques à participer aux activités de microfinance et à diversifier les types d'actifs

⁶⁴ Banque de Thaïlande (2009).

⁶⁵ Banque de Thaïlande (2009).

⁶⁶ Banque de Thaïlande (2009).

⁶⁷ Auparavant, les banques étrangères ne pouvaient ouvrir qu'une seule succursale.

⁶⁸ Notification de la BOT n° SorNorSor 1/2553, et document de l'OMC WT/TPR/OV/13 du 24 novembre 2010.

pouvant être utilisés comme des garanties. D'après les estimations, environ 10% de la population n'a pas accès aux services financiers traditionnels.⁶⁹

83. Les banques nationales sont autorisées à faire des emprunts en devises étrangères ou des dépôts auprès de banques étrangères hors des frontières à condition de respecter certaines normes prudentielles telles que celles liées à leur position en matière de change. De même, les entreprises nationales et les particuliers sont libres d'emprunter auprès de banques étrangères. En outre, les résidents investissant dans des valeurs mobilières à l'étranger sont autorisés à faire des dépôts transfrontières auprès des banques étrangères dans le cadre de leurs investissements. Cependant, les résidents effectuant des dépôts à l'étranger dans un but autre que celui de faire un investissement de portefeuille doivent obtenir une autorisation préalable de la BOT. La raison d'être de cette mesure, ainsi que d'autres règlements applicables en matière de change, est d'empêcher que trop de capitaux ne sortent du pays et de garantir la stabilité financière.

84. Au cours de la période considérée, le cadre de réglementation et de surveillance du secteur financier thaïlandais a été renforcé, conformément aux normes internationales. L'Accord de Bâle II a été mis intégralement en œuvre: le pilier I (capital minimum exigé) a fini d'être mis en œuvre à la fin de 2008, et les pilier III (discipline du marché) et II (mécanisme d'inspection) l'ont été en 2009 et 2010 respectivement. S'agissant de la mise en œuvre de l'Accord de Bâle III, la BOT espère suivre le calendrier établi par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Des mesures prudentielles clés ont été adoptées par la BOT au cours des dernières années, parmi lesquelles le renforcement de la surveillance des conglomerats financiers, le calcul des actifs pondérés en fonction des risques selon l'approche basée sur la notation interne, la révision des règles en matière de bonne gouvernance afin d'améliorer leur mise en œuvre pratique concernant la structure des conseils d'administration, leur rôle et leurs responsabilités, et l'adoption de critères de qualification.⁷⁰ Ainsi que cela a été noté, en vertu de la FIBA de 2008, les pouvoirs de surveillance de la BOT ont été renforcés, y compris sa compétence juridique pour contrôler les conglomerats financiers et prendre rapidement des mesures correctives. Cela représente une évolution non négligeable étant donné que de grands conglomerats bancaires, détenant nombre d'établissements financiers non bancaires, ont vu le jour.⁷¹

85. Sans préjudice des réformes précitées, il semble que d'autres améliorations soient possibles dans certains domaines tels que le rôle des établissements financiers spécialisés, dont les activités sont semblables à celles des banques commerciales mais qui sont soumis à des règlements différents. Par exemple, les établissements financiers spécialisés ne sont pas soumis à la réglementation de la BOT établissant des exigences en matière de réserves obligatoires et de capital; par ailleurs, à la différence des banques commerciales qui ont pleinement mis en œuvre la norme comptable internationale 39 (IAS 39) relative aux provisions pour créances douteuses depuis 2009, les établissements financiers spécialisés se sont vus accorder un délai supplémentaire et ont jusqu'à 2012 pour s'y conformer. En outre, les établissements financiers spécialisés, qui ne sont pas obligés de tenir leurs comptes en respectant les normes internationales d'information financière, sont inspectés par l'Auditeur général.⁷² Si le Ministère des finances a délégué à la BOT le pouvoir de contrôler les établissements financiers spécialisés, il reste compétent en matière de supervision générale. D'après le FMI, le fait d'appliquer

⁶⁹ *Bangkok Post*, "BOT pushes liberalization under new plan", 5 novembre 2009. Adresse consultée: <http://www.bangkokpost.com/business/economics/26870/bot-pushes-liberalization-under-new-plan> [23 février 2011].

⁷⁰ Banque de Thaïlande (non daté c).

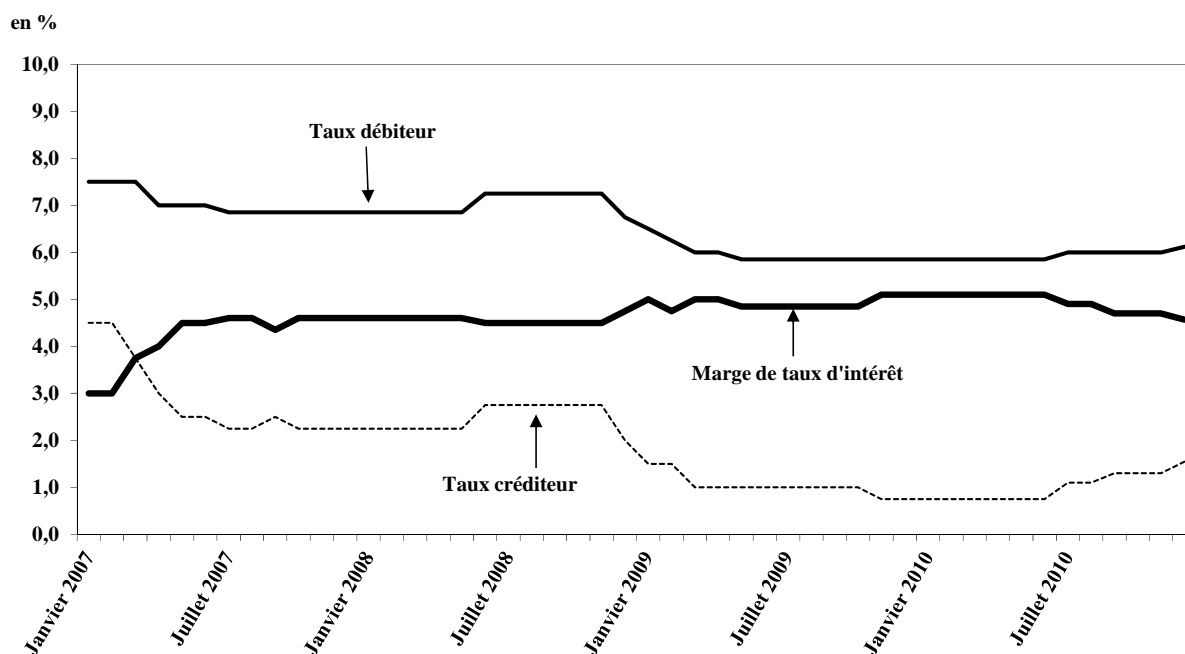
⁷¹ FMI (2009). En général, une banque est autorisée à investir dans une entreprise quelle qu'elle soit à hauteur de 10% du capital libéré de cette entreprise; une autorisation préalable de la BOT est requise en cas d'investissement supérieur à cette limite.

⁷² Banque mondiale (2010b).

un régime réglementaire différent aux établissements financiers spécialisés et de leur octroyer des avantages spéciaux peut poser problème du point de vue de la concurrence équitable et avoir des effets de distorsion sur celle-ci. Le FMI recommande par conséquent que ces établissements soient réglementés et surveillés de la même manière que les banques commerciales.⁷³

86. L'écart entre le taux débiteur et le taux créditeur des banques commerciales est demeuré très important au cours de la période considérée (graphique IV.4), et parmi les plus conséquents de la région; il était de 4,57 points de pourcentage à la fin de 2010. Cela est en partie dû au fait que les banques commerciales thaïlandaises ont dû, face à la conjoncture financière difficile de ces dernières années, attacher plus d'importance au maintien de la rentabilité.⁷⁴

Graphique IV.4
Marge de taux d'intérêt, 2007-2010



Source: FMI, Statistiques financières internationales.

b) Assurance

Structure du marché

87. Le secteur thaïlandais de l'assurance a continué de se développer au cours de la période considérée. Le taux de pénétration du secteur des assurances (primes brutes/PIB) était d'environ 4,21% en décembre 2010, contre 3,57% en 2007.⁷⁵ Le total des primes d'assurance atteignait 421 042 millions de baht. Le secteur de l'assurance représentait 11% du total des actifs du secteur

⁷³ FMI (2009).

⁷⁴ Banque mondiale (2010b). La marge de taux d'intérêt ne tient pas compte de la prime d'assurance des dépôts (environ 0,4% du taux créditeur) dont les banques doivent s'acquitter auprès de l'Agence de protection des dépôts.

⁷⁵ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

financier en 2009 (contre 10% en 2007). À la fin de 2010, le pays comptait 87 compagnies d'assurance constituées en sociétés en Thaïlande (compagnies d'assurance thaïlandaises, dont 25 pour le secteur de l'assurance-vie et 62 pour le secteur de l'assurance autre que sur la vie. On recensait également six succursales agréées de compagnies d'assurance étrangères, dont une pour le secteur de l'assurance-vie et cinq pour le secteur de l'assurance autre que sur la vie. Il existait en outre un réassureur dans chaque secteur. À la fin de 2010, les compagnies d'assurance thaïlandaises représentaient 77% du marché en termes de primes (contre 72% en 2007); les succursales de compagnies étrangères détenaient quant à elles 23% des parts de marché.⁷⁶

88. Le secteur de l'assurance-vie est assez concentré, les trois plus grandes compagnies détenant 53% des parts de marché (en termes de primes), tandis que le secteur de l'assurance autre que sur la vie reste fragmenté, seules trois compagnies détenant une part de marché supérieure à 7% à la fin de 2010.⁷⁷ De nombreuses compagnies d'assurance thaïlandaises sont à participation étrangère et au cours des dernières années, les compagnies d'assurance étrangères, y compris certaines des plus grandes compagnies internationales, ont acheté des parts ou augmenté leur participation dans des compagnies d'assurance nationales; cela s'explique en partie par les modifications apportées aux lois, qui assouplissent les limites concernant la participation étrangère. Sur les 87 compagnies d'assurance thaïlandaises, 15 compagnies d'assurance-vie et 34 compagnies d'assurance autre que sur la vie sont à participation étrangère.

Cadre juridique

89. Pour pouvoir exercer des activités d'assurance-vie ou d'assurance autre que sur la vie, une compagnie doit prendre la forme d'une société anonyme à responsabilité limitée constituée en société en Thaïlande ou d'une succursale de compagnie étrangère dotée d'un capital distinct. Une licence doit de toute façon être obtenue auprès du Ministre des finances, avec l'assentiment du Cabinet. Les étrangers peuvent acquérir jusqu'à 25% du capital d'une compagnie d'assurance existante, et cette limite peut être relevée dans certaines circonstances (voir ci-après).

90. Des modifications non négligeables ont été apportées au cadre juridique et réglementaire du secteur de l'assurance au cours de la période considérée. Le Bureau de la Commission des assurances (OIC) a été créé en tant qu'organisme de réglementation du secteur indépendant en septembre 2007, en vertu de la Loi sur la Commission des assurances de B.E. 2550 (2007), pour remplacer le Département des assurances du Ministère du commerce. L'OIC est chargé de réglementer et de superviser les activités de toutes les compagnies d'assurance agréées (y compris les compagnies de réassurance) et de tous les intermédiaires d'assurance en Thaïlande. Conformément à la Loi sur la Commission des assurances, sa principale mission est de protéger les intérêts des titulaires de polices d'assurance contre des pertes indues. L'OIC a été placé sous la tutelle du Ministère des finances.

91. Des modifications de la Loi sur l'assurance-vie de B.E. 2535 (1992), et de la Loi sur l'assurance autre que sur la vie de B.E. 2535 (1992) sont entrées en vigueur en février 2008. Les principales modifications visaient notamment: un assouplissement de la limite concernant la participation étrangère, la création de deux fonds de protection des titulaires de polices d'assurance, l'adoption de nouvelles règles de calcul des fonds propres et des actifs liquides, l'adoption de dispositions relatives au gouvernement d'entreprise et l'obligation pour les compagnies d'assurance de devenir des sociétés anonymes.

⁷⁶ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

⁷⁷ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

92. La Loi révisée sur l'assurance-vie B.E. 2551 (2008), et la Loi révisée sur l'assurance autre que sur la vie de B.E. 2551 (2008) conservent le plafonnement à 25% de la participation étrangère dans les compagnies d'assurance et la proportion maximale de membres du conseil d'administration étrangers à un quart du nombre total de membres. Cependant, lorsque l'OIC juge cela approprié, il peut relever cette limite à 49% et autoriser que le nombre de membres du conseil d'administration étrangers soit supérieur au quart du nombre total de membres (sans toutefois dépasser la moitié). En outre, le Ministre des finances peut, sur recommandation de l'OIC, assouplir encore ces limites si une compagnie d'assurance est confrontée à des difficultés financières risquant de causer un dommage grave aux assurés ou au public dans son ensemble.⁷⁸ L'assouplissement des plafonds concernant la participation étrangère est considéré comme faisant partie de la deuxième étape du plan de libéralisation actuellement mis en œuvre dans le secteur de l'assurance; les autorités ont indiqué que la troisième étape (à savoir la libéralisation complète du marché) sera mise en application une fois que les assureurs thaïlandais auront des capacités suffisantes pour faire face à la concurrence internationale. En pratique, à la fin de 2010, trois compagnies thaïlandaises s'étaient vues accorder une exception à la limite de la participation étrangère: dans deux d'entre elles, la participation a été portée à 49% et à 99,9% pour la troisième. Il s'agissait, selon les autorités, de permettre à ces trois compagnies d'augmenter leur capital afin de se conformer aux exigences en matière de solvabilité et de renforcer leur position financière dans le cadre de la crise financière mondiale.

93. La révision des lois a permis la création du Fonds d'assurance-vie et du Fonds d'assurance autre que sur la vie. Ces deux fonds ont été établis en 2008 afin de protéger les titulaires de polices d'assurance; ils peuvent recevoir les créances restantes en cas de faillite ou de retrait de licence d'une compagnie d'assurance. Les compagnies d'assurance sont tenues d'apporter une contribution au fonds pertinent pouvant aller jusqu'à 0,5% des primes perçues. Les taux exacts sont déterminés par l'OIC en fonction des primes perçues au cours des six derniers mois et de l'importance des fonds.

94. Autre changement induit par la révision de ces lois, toutes les compagnies d'assurance-vie ou d'assurance autre que sur la vie prenant la forme de sociétés à responsabilité limitée doivent, avant 2013, être enregistrées en tant que sociétés anonymes mais elles peuvent choisir d'être cotées à la Bourse de Thaïlande ou non. Ces nouvelles sociétés anonymes seront soumises à des règles de gouvernement d'entreprise relativement plus rigoureuses. Les succursales de compagnies d'assurance étrangères ne seront pas tenues de devenir des sociétés anonymes et pourront garder leur statut actuel. En outre, de nouvelles règles visant à faciliter les fusions et à promouvoir ainsi la consolidation du secteur sont actuellement examinées. Aucune modification n'a cependant été apportée au régime de licences dans le domaine de l'assurance depuis le dernier examen de la Thaïlande, et il semble que la délivrance de nouvelles licences dans un avenir proche ne soit pas envisagée.

95. Toutes les compagnies d'assurance-vie agréées doivent avoir des fonds propres d'au moins 500 millions de baht, tandis que ce montant minimal est de 300 millions de baht pour les compagnies d'assurance autre que sur la vie agréées.⁷⁹ En outre, toute compagnie d'assurance-vie agréée doit faire un dépôt de garantie d'au moins 20 millions de baht auprès du Registre des sociétés, et toute compagnie d'assurance autre que sur la vie agréée doit effectuer un dépôt de garantie d'au moins 3,5 millions de baht pour chaque type d'assurance autre que sur la vie enregistrée au Registre du

⁷⁸ Article 10 de la Loi révisée sur l'assurance-vie et article 9 de la Loi révisée sur l'assurance autre que sur la vie.

⁷⁹ Notification de B.E. 2538, du Ministère du commerce sur la prescription relative aux conditions à remplir pour créer une société à responsabilité limitée ou une société anonyme à responsabilité limitée en vue d'exercer des activités d'assurance-vie ou d'assurance autre que sur la vie.

commerce.⁸⁰ À la fin d'avril 2011, le total des dépôts de garantie du marché thaïlandais de l'assurance s'élevait à environ 1 389 milliards de baht, tous types d'assurance confondus.⁸¹

96. Pour créer une succursale en vue d'exercer des activités d'assurance-vie ou d'assurance autre que sur la vie, une compagnie d'assurance étrangère doit obtenir une licence auprès du Ministre des finances, avec l'assentiment du Cabinet. Pour obtenir une licence, une succursale étrangère doit effectuer un dépôt de garantie. En outre, elle doit conserver des actifs d'un certain montant en Thaïlande, ainsi que cela est imposé par les notifications de l'OIC, ceux-ci ne devant en aucun cas être inférieurs au montant des fonds propres qu'il est obligatoire de détenir en vertu des dispositions de la Loi sur l'assurance-vie et de la Loi sur l'assurance autre que sur la vie. Une succursale de compagnie d'assurance étrangère n'est pas autorisée à ouvrir d'autres succursales.⁸²

97. Une compagnie d'assurance ayant obtenu une licence d'assurance-vie n'est pas autorisée à avoir des activités d'assurance autre que sur la vie, et vice versa. Cette règle s'applique à la fois aux compagnies constituées en sociétés en Thaïlande et aux succursales de compagnies étrangères. Les taux de primes doivent être approuvés par l'OIC.

98. Les compagnies d'assurance installées en Thaïlande ainsi que les entreprises nationales et les consommateurs thaïlandais sont autorisés à souscrire une assurance transfrontières auprès de compagnies étrangères. Le commerce transfrontières de services d'assurance dans les transports maritimes, aériens ou terrestres est autorisé, et les compagnies d'assurance étrangères ne sont pas tenues d'être établies en Thaïlande. Toutefois, les fournisseurs étrangers de services d'assurance ne sont pas autorisés à offrir leurs services ou à en faire la publicité directement sur le marché national.

99. Les compagnies de réassurance étrangères peuvent proposer des services depuis l'étranger, sans avoir besoin de s'établir en Thaïlande ou de passer par un courtier local. Bien que ce ne soit pas une obligation légale, l'OIC a publié des lignes directrices pratiques visant à encourager les compagnies d'assurance à conserver un taux minimal de maintien des activités de réassurance dans le pays. Bien qu'elles n'y soient obligées par aucune disposition, les compagnies d'assurance qui offrent des assurances incendie sont convenues de réassurer au moins 10 pour cent des primes sur les sommes assurées supérieures à 30 millions de baht auprès du Pool thaïlandais de l'assurance incendie.

100. Les primes d'assurance-vie inférieures ou égales à 100 000 baht par an (plafond auparavant de 50 000 baht, relevé dans le cadre du plan de relance adopté en mars 2008) sont déductibles des impôts pour les titulaires de polices d'assurance souscrites auprès de compagnies ayant des activités en Thaïlande, y compris les succursales de compagnies d'assurance étrangères ayant obtenu une licence thaïlandaise.⁸³ Seules les polices d'assurance-vie de plus de dix ans sont déductibles des impôts. Depuis 2009, les primes de contrats d'assurance santé ou d'assurance contre les accidents liés à des polices d'assurance-vie ne sont plus déductibles.

⁸⁰ Règlement ministériel (vol. 5) de 2539 (1996), conforme à la Loi sur l'assurance-vie de 2535 (1992), et Règlement ministériel (vol. 5) de 2539 (1996), conforme à la Loi sur l'assurance autre que sur la vie de 2535 (1992), respectivement.

⁸¹ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises.

⁸² Article 8 de la Loi révisée sur l'assurance-vie et article 7 de la Loi révisée sur l'assurance autre que sur la vie.

⁸³ Dans sa liste AGCS, la Thaïlande a inscrit cette mesure en tant que limitation du traitement national pour le mode 2 (consommation à l'étranger). Document de l'OMC GATS/SC/85/Suppl.3, du 26 février 1998.

c) Marché des capitaux

Structure du marché

101. Globalement, les marchés thaïlandais des capitaux ont continué de se développer pendant la période considérée, malgré d'importantes fluctuations. Après une nette contraction en 2008 du fait de la crise financière mondiale, le principal marché des valeurs mobilières de Thaïlande, la Bourse de Thaïlande (SET), a considérablement amélioré ses résultats en 2009 et en 2010. L'indice SET est passé de 449,9 à la fin de 2008 à 1 032,8 à la fin de 2010. L'indice du Marché des investissements de substitution (MAI), un marché secondaire pour les petites et moyennes entreprises, a clôturé à 272,8 à la fin de 2010. La capitalisation boursière totale (SET et MAI) était alors de 279,4 milliards de dollars EU (contre 103,3 milliards de dollars EU à la fin de 2008). Les investisseurs locaux du secteur du détail représentaient 56% du volume total des transactions, les investisseurs étrangers, 22%, les opérations pour compte propre, 14%, et les investisseurs institutionnels locaux, 8%.⁸⁴

102. La SET représente une importante source de fonds pour les entreprises locales, en particulier pour les établissements financiers, les entreprises de télécommunication et les groupes énergétiques. En décembre 2010, on recensait 540 entreprises cotées en bourses (dont 66 sur le MAI); 41 sociétés de bourse, 22 sociétés de gestion d'actifs et deux sociétés de gestion de capital-risque avaient des activités en Thaïlande. Les sociétés de bourse peuvent avoir des structures différentes en matière de participation étrangère: certaines sont détenues à 100% par des capitaux thaïlandais, d'autres sont entièrement détenues par des capitaux étrangers, et d'autres encore ont des partenaires stratégiques étrangers, sont des co-entreprises entre des sociétés thaïlandaises et des sociétés étrangères, ou sont des filiales de banques.

Cadre juridique

103. La Commission des opérations de bourse (SEC) est chargée de la formulation de la politique et de la réglementation du marché des capitaux. Elle est habilitée à superviser et soutenir les marchés primaire et secondaire de la Thaïlande ainsi que les acteurs et établissements du secteur des valeurs mobilières.

104. Actuellement, seules les sociétés de bourse constituées en société en Thaïlande peuvent demander une licence leur permettant de proposer des services de courtage; mais aucune nouvelle licence n'a été délivrée depuis 1992, et de nouveaux acteurs ne peuvent ainsi arriver sur le marché qu'en achetant des parts dans les sociétés de bourse existantes. Toutefois, la SEC a annoncé en 2008 la libéralisation du régime de licences applicable aux opérations sur valeurs mobilières, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2012 (voir ci-après).

105. Les fournisseurs étrangers de services de courtage peuvent chercher à détenir 100% d'une société de bourse. En revanche, s'agissant des autres activités liées aux valeurs mobilières, y compris la souscription, le négoce, le conseil en placement et la gestion d'actifs, qui sont inscrites sur la liste 3 de la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999), une autorisation du Directeur général du développement des entreprises du Ministère du commerce, approuvée par le Comité des entreprises étrangères, est requise en cas de participation étrangère dépassant 49% du capital. Dans le cas des sociétés de gestion d'actifs, la participation étrangère au capital est limitée à 49% les cinq premières années d'activité ou jusqu'au 31 décembre 2011, le délai le plus bref étant retenu. À la suite de cette

⁸⁴ Renseignements communiqués par les autorités thaïlandaises. Voir aussi les renseignements en ligne de la SEC à l'adresse suivante: http://www.sec.or.th/infocenter/report/Content_0000000135.jsp?categoryID=CAT0000122&lang=en; et Asia Securities Forum (2010).

période, une participation étrangère dépassant 49% peut être approuvée en vertu de la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999). Depuis le début de 2010, les sociétés de bourse étrangères sont autorisées à fournir des services de conseil en placement en valeurs mobilières étrangères par le biais de sociétés de bourse locales sans avoir besoin de demander une licence de conseiller en placement en valeurs mobilières/produits dérivés. Aucune prescription légale en matière de nationalité des membres du conseil d'administration des sociétés de bourse et de gestion d'actifs n'est imposée. Les banques commerciales peuvent également avoir des activités liées aux valeurs mobilières (à l'exception du courtage, du négoce et de la souscription d'actions), et sont soumises aux règlements de la SEC et de la BOT.

106. La Loi sur les placements et les changes B.E. 2535 (1992), a été modifiée en février 2008 dans le but de garantir la mise en œuvre effective des principes de gouvernement d'entreprise, d'améliorer la transparence et l'équité sur le marché des capitaux et de restructurer la SEC. Ces modifications sont entrées en vigueur en mars 2008; elles comprennent de nouvelles dispositions visant à protéger les droits des actionnaires et la clarification des règles relatives aux droits et devoirs des membres des conseils d'administration et des dirigeants des entreprises. Des sanctions plus importantes (peines d'emprisonnement et amendes) sont prévues en cas de pratiques frauduleuses et les salariés sont priés d'informer la SEC de toute pratique illicite de la part des hauts dirigeants, les sociétés de bourse n'étant pas autorisées à poursuivre les "informateurs". Parmi les autres dispositions, il y a notamment l'obligation pour les vérificateurs des comptes des sociétés de bourse d'informer la commission de vérification des comptes de l'entreprise de tout soupçon concernant des activités contraires à la Loi sur les placements et les changes, et l'habilitation de la SEC pour coopérer avec les organismes de réglementation étrangers et leur fournir des renseignements. La SEC a également été habilitée à prendre des mesures dans l'éventualité de la faillite d'un courtier agréé et à exclure les membres du conseil d'administration ou les dirigeants des entreprises cotées en bourse ne remplissant pas les critères requis ou ayant des "caractéristiques rédhibitoires".

107. En outre, en vertu de la loi révisée, la structure de la SEC a été modifiée dans le but d'améliorer son efficacité opérationnelle et de renforcer ses prérogatives en matière de surveillance. Le Ministre des finances n'occupe plus la fonction de président du Conseil d'administration de la SEC; une personne indépendante doit désormais être nommée à sa place. Un organe de surveillance distinct, le Conseil de gestion, a été créé pour se charger de la publication des règles et règlements régissant les questions de fonctionnement, le Conseil principal de la SEC étant seul responsable de l'élaboration de la politique.

108. En juin 2009, le Comité pour le développement du marché des capitaux (composé de la SEC, du Ministère des finances et d'autres organisations jouant un rôle dans les activités liées aux valeurs mobilières) a rendu public son Plan directeur pour le développement du marché des capitaux pour la période 2010-2014, approuvé plus tard par le Cabinet. Ce plan a pour objet de promouvoir le développement du marché thaïlandais des capitaux, par le biais de réformes menées dans huit domaines et impliquant: i) la suppression du monopole des opérations en devises et le renforcement de la compétitivité internationale de la SET; ii) la libéralisation des activités d'intermédiation liées aux valeurs mobilières; iii) la réforme du cadre juridique; iv) l'amélioration du régime fiscal; v) la promotion de l'innovation financière afin de proposer des produits et des actifs plus intéressants; vi) la création d'une caisse d'épargne nationale pour les travailleurs du secteur informel⁸⁵; vii) la promotion d'une "culture de l'épargne et de l'investissement" par le biais de plans d'épargne à long terme; et viii) le développement du marché obligataire. Les organismes de réglementation espèrent

⁸⁵ En Thaïlande, les travailleurs du secteur informel représentent approximativement 70% de la population active totale.

que ce plan permettra d'accroître la taille du marché des capitaux afin que celle-ci atteigne 130% du PIB d'ici à 2013 (contre 86% en 2008), tout en élargissant la base d'investisseurs et en facilitant le recours à ce marché en tant que source de financement pour soutenir la croissance économique.⁸⁶

109. Pour promouvoir la concurrence, les autorités envisagent de mettre fin au monopole officiel de la SET, d'abroger les règles interdisant à ses membres de négocier des actions cotées en dehors de la Bourse, et de supprimer la prescription imposant que le négoce des actions cotées soit réservé aux membres, afin qu'il soit possible d'instaurer des liens avec les autres marchés. La SET, qui a récemment réorganisé sa structure en deux segments (les opérations en devises et le développement du marché des capitaux), envisage de se démutualiser en 2012. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2012, la SET va libéraliser le régime de licences concernant les activités liées aux valeurs mobilières et commencer à délivrer de nouvelles licences. Afin d'aider les participants au marché à se préparer à l'intensification de la concurrence, la SEC a donné aux actuels titulaires de licences d'activités liées aux valeurs mobilières souhaitant pouvoir exercer toutes sortes d'activités de cette catégorie l'occasion de passer à une licence "tous services", ceux souhaitant avoir pour activité la gestion de créances, de produits dérivés ou d'actifs pouvant quant à eux passer à une licence de "services de boutique". En outre, ceux qui choisissent de se lancer dans une catégorie spécifique d'activités liée aux valeurs mobilières (par exemple le courtage, le négoce et la souscription; le conseil en placement; l'emprunt et le prêt de valeurs mobilières; ou encore la gestion de capital-risque) peuvent demander séparément une licence de chaque catégorie.⁸⁷ Enfin, les frais de courtage ont été progressivement réduits depuis 2010, et seront entièrement négociables en 2012.

110. En septembre 2009, la SEC a publié de nouveaux règlements autorisant l'introduction d'entreprises étrangères à la SET, à condition qu'elles soient déjà cotées dans une bourse membre de la Fédération internationale des bourses de valeurs et que leur organisme de réglementation soit membre de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV). Au cours de la période considérée, la SEC a pris plusieurs mesures visant à activer la diversification des produits et à renforcer la flexibilité des activités, notamment le lancement d'opérations à terme sur l'or, la diversification des types d'actifs dans lesquels des placements communs et des placements privés peuvent être effectués, l'adoption de nouveaux règlements concernant les opérations fiduciaires, et la simplification des procédures concernant l'émission des titres dans le cadre des placements privés et l'offre d'obligations aux investisseurs institutionnels.⁸⁸ Par ailleurs, la SEC a travaillé en collaboration avec la BOT pour assouplir la réglementation relative aux investissements dans des valeurs mobilières à l'étranger et aux opérations sur des produits dérivés effectuées par les investisseurs institutionnels ou individuels en Thaïlande. Dans le cadre d'un programme d'intégration du marché des capitaux de l'ASEAN, la Thaïlande a, en 2009, mis en application le programme intitulé "ASEAN and Plus Standards Scheme", qui harmonise les normes de divulgation des renseignements pour l'offre de titres de créance et d'actions dans la région de l'ASEAN.

⁸⁶ *Bangkok Post*, "BoT pushes liberalization under new plan", 5 novembre 2009. Adresse consultée: <http://www.bangkokpost.com/business/economics/26870/bot-pushes-liberalization-under-new-plan> [23 février 2011].

⁸⁷ SEC, "Securities Business Licensing", *Capital Thailand*, Bulletin trimestriel n° 17, juillet 2008. Adresse consultée: http://www.sec.or.th/infocenter/report/Content_0000000906.jsp?categoryID=CAT0000294&lang=en [13 juillet 2011].

⁸⁸ Renseignements en ligne de la SEC. Adresse consultée: <http://capital.sec.or.th/webapp/webnews> [23 février 2011].

iii) Télécommunications

111. Le secteur des télécommunications de la Thaïlande a poursuivi son expansion durant la période observée, quoique à un rythme plus lent. Après des années de forte croissance, la demande de téléphonie mobile a diminué, le taux de pénétration du marché étant supérieur à 100%; le marché des communications Internet à large bande a connu une croissance vigoureuse ces dernières années, à partir d'une position relativement modeste cependant, alors que l'essor du marché de la téléphonie fixe a été négligeable. La Thaïlande a progressé sur la voie de la réforme de son régime de réglementation des télécommunications, et l'arrivée de nouveaux opérateurs a accru la concurrence dans certains segments du marché. Cependant, les retards dans la mise en œuvre de la réforme sont une source d'incertitude pour les opérateurs, et certaines questions de déréglementation, par exemple la restructuration des entreprises publiques de télécommunication, demeurent des obstacles de taille. En vertu de la Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication, qui est entrée en vigueur à la fin de 2010, un organe de réglementation unique a été créé pour surveiller les secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications; la sélection des commissaires du nouvel organe de réglementation était en cours au moment de la rédaction du présent rapport.

112. Les deux entreprises publiques, la TOT Public Company Limited (TOT) et la CAT Telecom Public Company Limited (CAT Telecom), demeurent des acteurs importants du secteur thaïlandais des télécommunications. La TOT détenait le monopole de la téléphonie intérieure, et la CAT Telecom, le monopole des services de passerelle internationale. Jusqu'à la promulgation de la Loi sur les entreprises de télécommunication B.E. 2544 (2001), les entreprises privées pouvaient accéder au marché des télécommunications uniquement en signant un accord de concession de services de type construction-transfert-exploitation avec une entreprise publique.⁸⁹ Bien qu'elle ait mis un terme aux monopoles d'État d'origine législative en permettant la délivrance de licences de télécommunication, la Loi a confirmé la validité des accords de construction-transfert-exploitation en vigueur. Certains de ces accords prévoient des modalités (par exemple des frais d'accès) qui ne sont pas entièrement conformes aux règles de réglementation modernes et qui par conséquent, interpellent l'organe de réglementation afin qu'il établisse des conditions équitables pour tous les acteurs.⁹⁰ L'extinction progressive des accords de concession est une autre question en suspens.⁹¹

a) Structure du marché

113. L'arrivée sur le marché d'opérateurs privés a ouvert le secteur des télécommunications à la concurrence, bien que celle-ci varie selon le segment, une situation qui s'explique en partie par les accords de concession.

114. Le segment de la téléphonie fixe est divisé en deux marchés: la région métropolitaine de Bangkok et les provinces. La TOT est présente dans les deux marchés, et ses concessionnaires privés peuvent uniquement fournir des services dans un marché: True Corporation assure des services dans la région métropolitaine et TT&T, dans les provinces. Ce sont les seuls opérateurs de téléphonie fixe. À la fin de 2010, la TOT détenait 48% du marché de la région métropolitaine et 71% du marché des

⁸⁹ Aux termes des accords de construction-transfert-exploitation, les concessionnaires privés mettent en place l'infrastructure de télécommunication pour ensuite transférer la propriété à l'État; en contrepartie, ils obtiennent l'exclusivité de l'exploitation du réseau pendant 25 à 30 ans et versent un pourcentage des recettes à l'opérateur public.

⁹⁰ Institut thaïlandais de recherche sur le développement (2009).

⁹¹ Les autorités ont indiqué que les concessions de la TOT et de la CAT prendront fin en 2018 et ne seront pas renouvelées.

provinces (contre 46% et 64% en 2007). La demande de téléphonie fixe a diminué, et la télédensité globale est tombée de 10,6% en 2007 à 10,4% en 2010; à cet égard, un écart marqué a été observé entre la région métropolitaine et les provinces, (37,3% contre 6%).⁹² Le fait que les tarifs de téléphonie fixe sont nettement inférieurs aux coûts semble avoir découragé l'investissement dans le secteur, et aucune expansion du réseau de téléphonie fixe n'est prévue à court terme.

115. Le marché de la téléphonie mobile a continué de croître, et la concurrence très intense entre les principaux acteurs s'est traduite par une amélioration des services et une baisse des tarifs. En septembre 2010, le taux de pénétration du marché de la téléphonie mobile s'établissait à 104,1% (contre 80,2% en 2007), et les abonnements prépayés représentaient près de 94% de ce taux.⁹³ Les trois plus grands fournisseurs de services de téléphonie mobile sont des concessionnaires privés, soit Advance Info Services (AIS), Total Access Communication (DTAC) et True Corporation (True Move), qui détiennent respectivement 42,5%, 32,7% et 23,3% du marché.⁹⁴ Les deux autres fournisseurs sont Hutch, une coentreprise de la CAT Telecom (1,1% du marché) et Thai Mobile (0,4% du marché), une entreprise appartenant à la TOT qui est actuellement le seul opérateur à détenir une licence 3G dans la bande 2,1 GHz.⁹⁵

116. À l'heure actuelle, les entreprises privées n'offrent que des services de téléphonie mobile 2G du fait que l'octroi des licences 3G n'a cessé d'être reporté depuis 2005 en raison de complications juridiques. La mise aux enchères tant attendue des licences 3G devait avoir lieu en septembre 2010, mais le processus a été suspendu par le Tribunal administratif suprême après que la CAT Telecom eût affirmé que la Commission nationale des télécommunications (NTC) n'avait pas le pouvoir d'attribuer les fréquences de la bande 2,1 GHz.⁹⁶ Dans l'intervalle, les opérateurs publics TOT et CAT Telecom ont été autorisés à passer de la 2G à la 3G sans changer de bande, en utilisant les fréquences 900 et 850 MHz.⁹⁷ Le retard dans la mise aux enchères des licences destinées aux opérateurs privés risque d'entraver le développement du secteur, au point où la Thaïlande serait l'un des derniers pays de la région à mettre en œuvre intégralement la technologie sans fil de pointe. Les autorités ont indiqué qu'une mise aux enchères des licences 3G (le nouveau spectre de fréquences 2,1 GHz) sera organisée par le nouvel organe de réglementation indépendant, la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC) (section b) ci-dessous).

117. Le marché des services Internet connaît une croissance rapide, bien que celle-ci soit mesurée par rapport à un niveau initial bas. Cette tendance s'explique en grande partie par la demande croissante de services à large bande et le nombre élevé de nouvelles licences délivrées par l'organe de réglementation ces dernières années. De plus, l'abolition du monopole sur les services de passerelle Internet internationale (IIG) que détenait la CAT a donné une vive impulsion au secteur en 2006. Les nouveaux arrivants sur le marché des services à large bande ont un accès garanti à la boucle locale. En décembre 2010, on dénombrait 86 fournisseurs d'accès Internet, et 16 licences avaient été délivrées

⁹² Renseignements fournis par le Bureau de la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC).

⁹³ Renseignements fournis par la NBTC.

⁹⁴ Renseignements fournis par la NBTC.

⁹⁵ Thai Mobile était une coentreprise créée par la TOT et la CAT Telecom; au milieu de 2008, la TOT est devenue le propriétaire unique de cette entreprise.

⁹⁶ En vertu de la Constitution de la Thaïlande de 2007, l'attribution des fréquences relèvera d'un nouvel organe de réglementation indépendant, la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications. La loi qui a créé le nouvel organe de réglementation est entrée en vigueur le 20 décembre 2010.

⁹⁷ La TOT fournit actuellement des services 3G sur la base du modèle de l'opérateur de téléphonie mobile sans réseau, et prévoit mettre en œuvre, en 2011-2012, un réseau 3G à l'échelle nationale constitué de 5 320 stations de base pour assurer des services à 7,7 millions d'abonnés.

pour la fourniture de services IIG. Au milieu de 2010, le nombre d'abonnés à Internet avoisinaient les 17,4 millions (contre 8,4 millions en 2007), soit un taux de pénétration de 26,3%.⁹⁸ S'agissant des services de transmission à large bande, le taux de pénétration s'établissait à 3,9% au troisième trimestre de 2010.⁹⁹ Ces services sont principalement fournis au moyen de la technologie ADSL, bien que les services sans fil connaissent une croissance rapide. La TOT détient 39,1% du marché des services de transmission à large bande, suivie de True Internet (29,9%), de 3BB (26,8%) et d'autres fournisseurs (4,1%).¹⁰⁰

b) Cadre de réglementation

118. Durant la période étudiée, la Thaïlande a continué de moderniser et de renforcer son cadre de réglementation des télécommunications, bien que la mise en œuvre ait été ponctuée de longs retards et d'autres problèmes. Les principaux textes juridiques régissant le secteur sont l'article 47 de la Constitution de la Thaïlande B.E. 2550 (2007), la Loi sur les entreprises de télécommunication B.E. 2544 (2001), la Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication¹⁰¹, et de nombreux règlements et avis émanant de l'ancienne Commission nationale des télécommunications (NTC) qui respectent la Loi de 2010. La Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication, entrée en vigueur le 20 décembre 2010, a aboli la NTC et prescrit la création de la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC), le seul organe de réglementation chargé de surveiller les secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications. Les commissaires de l'ancienne NTC assureront l'intérim d'ici à ce que leurs homologues du nouvel organe soient nommés.

119. Aux termes de la Loi sur les entreprises de télécommunication, il existe trois types de licence donnant le droit de fournir des services de télécommunication. Les licences de type 1 sont accordées aux fournisseurs de services qui n'ont pas de réseau (par exemple les fournisseurs de services Internet et les revendeurs)¹⁰²; les licences de type 2 sont délivrées aux opérateurs de télécommunication qui ont leur réseau ou non et qui assurent des services à un groupe de personnes restreint ou des services qui n'ont pas une grande incidence sur la concurrence, l'intérêt général ou les consommateurs (des services de radiocommunications spécifiques tels que les services aéronautiques et les services interurbains); et les licences de type 3 sont accordées aux opérateurs de télécommunication qui utilisent leur réseau pour assurer des services de télécommunication au grand public, ou des services qui ont une grande incidence sur la concurrence ou l'intérêt général, ou pour lesquels une protection spéciale doit être accordée aux consommateurs (par exemple un réseau public de services de

⁹⁸ Données de l'UIT. Adresse consultée: <http://internetworldstats.com/asia/th.htm> [1^{er} mars 2011].

⁹⁹ Renseignements fournis par la NBTC.

¹⁰⁰ Renseignements fournis par la NBTC.

¹⁰¹ Cette loi remplaçait la Loi B.E. 2543 (2000) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication.

¹⁰² Les licences de type 1 peuvent être subdivisées en deux grandes catégories: 1) les licences d'entreprise de télécommunication qui assurent les services suivants: cartes d'appels internationaux, fax virtuel, services de stockage et d'extraction à valeur ajoutée, vidéoconférence, et transfert d'appels; et 2) les licences Internet, qui sont accordées uniquement aux fournisseurs d'accès Internet, y compris les fournisseurs VoIP.

télécommunication).¹⁰³ Pour fournir commercialement des services de téléphonie mobile, il convient d'obtenir une licence de type 3 et une licence d'utilisation du spectre.¹⁰⁴

120. La Loi sur les entreprises de télécommunication énonce les critères d'obtention des différents types de licence. Pour obtenir une licence de type 1, il faut être une société de droit thaïlandais et soumettre un avis d'intention d'exploiter une entreprise qui offrira les services visés par la licence. La licence de type 1 peut être octroyée automatiquement pour les services tels que l'accès Internet, la revente, les cartes d'appels internationaux, et le stockage-extraction; il en va de même de la licence de type 2 pour les services de passerelle Internet internationale (IIG) et les points d'échange Internet nationaux. Des conditions plus strictes s'appliquent aux autres licences de type 2 et de type 3; cela comprend les restrictions à la participation des fournisseurs de services étrangers.¹⁰⁵ À la fin de 2010, la NTC avait octroyé 86 licences de type 1 pour l'accès Internet, ainsi que 107 licences de type 1, 16 licences de type 2 et 19 licences de type 3 pour les autres services de télécommunication.¹⁰⁶

121. La participation étrangère au capital des entreprises de télécommunication de type 1 n'est pas limitée. Concernant les entreprises de type 2 et de type 3, les modifications apportées à la Loi sur les entreprises de télécommunication en janvier 2006 ont porté le plafond de la participation étrangère de 25% à moins de 50%, conformément à la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999).

122. Ces modifications et les autres améliorations d'ordre réglementaire semblent être l'expression concrète de l'intention de la Thaïlande de libéraliser le secteur des télécommunications, conformément à ses engagements multilatéraux. Cependant, ces modifications n'ont pas été intégrées dans la Liste des engagements de la Thaïlande au titre de l'AGCS, alors qu'elle s'était engagée à inclure, sous réserve de l'adoption et de l'entrée en vigueur de toutes les nouvelles lois nécessaires sur les communications, "à partir de 2006, [...] les éléments de ces lois concernant l'accès au marché dans les sections pertinentes de sa Liste d'engagements spécifiques relatifs à la fourniture des services publics de télécommunication".¹⁰⁷ À cet égard, les autorités ont fait remarquer qu'au cours des trois dernières années, le secteur national des télécommunications avait fait l'objet de réformes importantes qui visaient à lui permettre de s'adapter à la croissance de la demande et à l'évolution des technologies, ainsi qu'à améliorer l'efficacité administrative et la réglementation du secteur. Dans ce contexte, le gouvernement, par l'entremise du Ministère de l'information et des technologies de la communication, sera chargé de tracer la voie à suivre pour la poursuite de la libéralisation des services de télécommunication, et les résultats de cet exercice serviront de fondements à la Liste des engagements de la Thaïlande au titre de l'AGCS.

123. Aux termes de la Loi sur les entreprises de télécommunication, l'interconnexion est obligatoire pour tous les titulaires de licence qui possèdent un réseau de télécommunication, et les droits d'interconnexion, qui sont négociés en privé, doivent être transparents, raisonnables, justes et non discriminatoires. Le Règlement sur l'accès des réseaux de télécommunication et leur interconnexion B.E. 2549 (2006) codifie ces principes, établit les critères et la procédure pour l'accès aux réseaux de télécommunication et leur utilisation, et prévoit la création d'un comité chargé spécifiquement de régler les différends portant sur l'interconnexion. Les autorités ont indiqué que depuis 2007, le Comité a accepté d'examiner 15 différends; un différend a donné lieu à la présentation d'une requête au Tribunal administratif.

¹⁰³ Article 7 de la Loi sur les entreprises de télécommunication B.E. 2544 (2001).

¹⁰⁴ Avis sur les critères et la procédure d'octroi de licences d'utilisation du spectre pour les services de téléphonie mobile IMT dans la bande de fréquences 2,1 GHz.

¹⁰⁵ Article 8 de la Loi sur les entreprises de télécommunication B.E. 2544 (2001).

¹⁰⁶ Renseignements fournis par la NBTC.

¹⁰⁷ Document de l'OMC GATS/SC/85/Suppl.2 du 11 avril 1997.

124. Les contrats de concession sont l'une des principales causes des différends relatifs à l'interconnexion. Les opérateurs de téléphonie mobile privés qui ont passé un contrat avec la CAT Telecom (l'opérateur de passerelle internationale dépourvu de réseau national) doivent verser à la TOT (le propriétaire de son réseau de téléphonie fixe) des frais d'accès (200 baht par mois par abonné des services postpayés et 18% des recettes pour les utilisateurs des services prépayés), alors que les concessionnaires de la TOT n'ont pas à payer de tels frais. Certains pensent que cela crée une inégalité des conditions et justifie une révision des conditions des contrats de concession pour les rendre conformes au Règlement sur l'interconnexion.¹⁰⁸ La NTC a le pouvoir d'établir les tarifs d'interconnexion en cas de différend; elle a exercé ce pouvoir à plusieurs reprises, utilisant à cette fin le modèle du coût marginal moyen à long terme, conformément à l'Avis sur la norme de calcul des tarifs d'interconnexion (2009). Les tarifs fixés par la NTC étaient de 50% à 70% plus bas que ceux des opérateurs. De plus, la NTC a établi les tarifs de référence de la téléphonie fixe et mobile qui s'appliqueront, jusqu'en juillet 2012, à tous les différends qui lui seront soumis, sous réserve d'un avis contraire du nouvel organe de réglementation.

125. Durant la période étudiée, la NTC a établi les plafonds tarifaires de détail devant s'appliquer provisoirement aux principaux services de téléphonie vocale (téléphonie fixe, téléphonie mobile et téléphones publics) en vertu d'une résolution antérieure du Cabinet. Pour certains services de téléphonie fixe, le plafond tarifaire avait été établi à un niveau bien inférieur au coût, une situation qui pourrait avoir fait obstacle à des investissements dont le réseau de téléphonie fixe avait grand besoin.¹⁰⁹ Les autorités ont indiqué que la nouvelle NBTC allait peut-être annoncer la déréglementation des tarifs de la téléphonie fixe dans un proche avenir. Dans le cas de la téléphonie mobile, la tarification n'est pas imposée car elle tient compte des tarifs exigés par les divers fournisseurs de services. La NTC a récemment décidé d'appliquer un nouveau plafond tarifaire à la téléphonie mobile intérieure calculé au moyen de la méthode du taux de rendement, qui pourrait entrer en vigueur au second semestre de 2011. Les autorités ont indiqué que lorsque le marché de la téléphonie mobile sera plus compétitif, elles pourraient envisager l'adoption d'un règlement qui plafonnerait les tarifs. De façon générale, la moyenne des tarifs de télécommunication payés par l'utilisateur final est en baisse; le tarif des services Internet à large bande a notamment diminué d'environ 34% entre le premier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2010. Au cours de la même période, le tarif de la téléphonie mobile a diminué en moyenne de 7% pour s'établir à 0,56 baht la minute, et le tarif de la téléphonie fixe, mesuré d'après la recette moyenne mensuelle par usager, s'élevait à 281 baht au quatrième trimestre de 2010.¹¹⁰

126. La Loi sur les entreprises de télécommunication autorise l'organisme de réglementation du secteur à prendre des mesures pour empêcher les opérateurs de commettre des actes qui limiteraient la concurrence sur le marché des télécommunications. L'Avis sur les mesures de prévention des monopoles ou de la concurrence déloyale dans les télécommunications (2006) exige que tous les titulaires de licence et les concessionnaires soient assujettis au droit général de la concurrence, c'est-à-dire la Loi sur la concurrence (1999). L'Avis renferme également des dispositions qui limitent la participation croisée dans des entreprises de télécommunication, qui interdisent l'interfinancement (sauf pour le service universel), et qui précisent les pratiques commerciales jugées anticoncurrentielles. Conformément aux règles de concurrence, les fournisseurs de services dominants ont une part de marché supérieure à 25% ou ont été jugés dominants par la NTC suivant

¹⁰⁸ Institut thaïlandais de recherche sur le développement (2009).

¹⁰⁹ Institut thaïlandais de recherche sur le développement (2009).

¹¹⁰ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

certaines critères.¹¹¹ Le titulaire de licence qui détient plus de 40% du marché est réputé avoir un pouvoir de marché important.¹¹²

127. Afin de favoriser la concurrence dans le marché des télécommunications, la NTC a publié des avis sur: la délimitation du marché et le marché visé (décembre 2008); les critères et procédures concernant les droits des titulaires de licence d'ériger des poteaux, de poser des lignes et des conduits ou d'installer tout autre équipement nécessaire à la fourniture de services de télécommunication (mars 2009); les fusions et acquisitions et l'interfinancement (mai 2010); et le dégroupage de la boucle locale (septembre 2010).

128. Durant la période étudiée, la NTC a établi les Critères pour l'attribution et l'administration des numéros de télécommunication (octobre 2008), ainsi que les Critères pour la portabilité des numéros de téléphone mobile (août 2009 et décembre 2010). En décembre 2010, les services de portabilité des numéros de téléphone mobile ont été mis en œuvre.¹¹³ Les autorités prévoient publier un nouveau plan de numérotation des télécommunications englobant les numéros pour les nouvelles technologies (par exemple le protocole ENUM IPV6), les numéros pour les services de messagerie texte (par exemple les SMS), et les numéros pour usage technique (par exemple un centre de service technique) afin de prévenir la pénurie de ressources.

129. L'organe de réglementation sectoriel a le pouvoir d'obliger le titulaire de licence à fournir le service universel, dans la mesure où cette obligation n'amène pas le titulaire à engager des dépenses d'investissement excessives et est la même pour les opérateurs qui assurent le même type de service.¹¹⁴ Conformément à la réglementation régissant l'obligation de service universel (OSU)¹¹⁵, les titulaires de licence de type 2 ont leur propre réseau et tous les titulaires de licence de type 3 sont mis à contribution, soit en fournissant des services (par exemple l'installation de lignes fixes, de réseaux Internet ou de téléphones publics dans les zones rurales et les établissements publics comme les écoles et les hôpitaux), soit en versant 4% de leurs recettes brutes. En vertu de la Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication, l'organe de réglementation est chargé d'élaborer un plan relatif à l'obligation de service universel en conformité avec la politique gouvernementale. La Loi énonce également la mission du Fonds de développement des télécommunications, ses sources de

¹¹¹ Les critères suivants sont utilisés pour déterminer si le fournisseur de services est dominant: la taille globale de l'entreprise, le contrôle des infrastructures nécessaires, les avantages ou la supériorité au plan technologique, le pouvoir d'achat de l'acheteur, les entraves à l'augmentation de la part du marché, la diversification des produits et services, l'accès au financement, les économies de gamme, les économies d'échelle, les entraves à l'arrivée de nouveaux participants sur le marché, la compétitivité, et le degré d'intégration verticale. Ces facteurs sont pris en compte lorsqu'un titulaire de licence détient de 25% à 40% du marché.

¹¹² La société de télécommunication AIS est réputée avoir un pouvoir de marché important, alors que dans le cas de la DTAC, c'est la part de marché qui a été jugée importante.

¹¹³ Chaque opérateur de téléphonie mobile pouvait offrir la portabilité des numéros aux abonnés (jusqu'à concurrence de 300 numéros portés par jour, par opérateur, en août 2011) dans des zones restreintes (cinq à Bangkok et dix dans les principales provinces).

¹¹⁴ L'article 17 de la Loi sur les entreprises de télécommunication et la Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication.

¹¹⁵ Avis sur les critères et procédures pour la fourniture des télécommunications de base et des services sociaux universels B.E. 2548 (2005), Avis sur les critères et procédures pour la fourniture des télécommunications de base et des services sociaux universels B.E. 2552 (2009) (n° 2), et Avis sur le plan opérationnel de 2010 pour la fourniture des télécommunications de base et des services sociaux universels B.E. 2553 (2010).

financement et les devoirs du Comité de gestion du Fonds. Pour déterminer le pourcentage des recettes devant être versées au titre de l'obligation de service universel, l'organe de réglementation tient compte de critères tels que les objectifs de la politique en matière de service universel, leur coût prévu, et les recettes des opérateurs de réseau. Par le passé, la TOT et la CAT Telecom ont été les seuls opérateurs à fournir le service universel au lieu de verser la contribution de 4%.¹¹⁶

130. Il appartient à l'organe de réglementation d'administrer le Fonds de développement des télécommunications. Les règles régissant la gestion et l'affectation de ses ressources ont été publiées en 2006¹¹⁷, et le Bureau du Fonds de développement des télécommunications a été créé en 2009. Le Fonds a trois sources de financement: les droits acquittés par les opérateurs de télécommunication au titre de l'obligation de service universel (74,5%), les montants prélevés sur les revenus de la NBTC (18,2%), et les revenus d'intérêts du Fonds (7,1%). En 2010, le budget du Fonds représentait 547 millions de baht, et le principal poste budgétaire était les projets de R-D (49,5%), suivi des projets relatifs à l'obligation de service public (20,8%)¹¹⁸, des projets relatifs à l'obligation de service universel (17,7%), et du perfectionnement des ressources humaines (12,1%).¹¹⁹ En vertu de la Loi B.E. 2553 (2010) sur les organismes chargés d'attribuer le spectre des fréquences radioélectriques et de réglementer les services de radiodiffusion et de télécommunication, le Fonds de développement des télécommunications est devenu le Fonds public de la recherche-développement en radiodiffusion et télécommunications.

131. Les communications par satellite sont jugées prioritaires par le Conseil des investissements, et ouvrent donc droit à des incitations fiscales et non fiscales, conformément aux lois et règlements applicables des organismes publics concernés.

iv) Transport

132. Durant la dernière décennie, la Thaïlande a fait des investissements importants pour améliorer et étendre ses réseaux de transport et ses liaisons internationales en vue de devenir une plaque tournante régionale. Dans le secteur du transport aérien, l'aéroport Suvarnabhumi de Bangkok, qui a une capacité de 45 millions de passagers par année, a été achevé en 2006. S'agissant du transport maritime et des services portuaires, le port en eau profonde de Laem Chabang a été agrandi, et un nouvel agrandissement est prévu afin de porter sa capacité à 18 millions d'équivalents vingt pieds et d'en faire le principal port de transbordement de la sous-région du Grand-Mékong. Des projets routiers et ferroviaires de grande envergure sont également à l'étude afin d'élargir le réseau de transport terrestre.

133. De façon générale, la qualité de l'infrastructure de transport de la Thaïlande a été améliorée durant la période étudiée, mais il y a encore matière à accroître l'efficacité de la logistique. Selon l'indice de performance logistique 2010 de la Banque mondiale, qui évalue globalement la

¹¹⁶ Par exemple, la TOT offre l'accès gratuit à Internet à toutes les écoles, en leur permettant de se connecter moyennant le coût du service téléphonique local (Economist Intelligence Unit, 2010c).

¹¹⁷ Règlement sur la gestion et l'affectation du Fonds de développement des télécommunications B.E. 2549 (2006).

¹¹⁸ Ces projets, qui visent à permettre aux personnes défavorisées ou handicapées d'avoir accès aux télécommunications publiques, sont réalisés en coopération avec des organisations sans lien avec le secteur des télécommunications, par exemple des universités et des hôpitaux.

¹¹⁹ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

performance d'un pays en matière de logistique du commerce¹²⁰, la Thaïlande se classait au 35^{ème} rang (sur 155 pays), derrière Singapour (2^{ème}) et la Malaisie (29^{ème}), mais devançait tous les autres pays de l'ASEAN.¹²¹ S'agissant de la qualité des infrastructures de transport (ports, chemins de fer et routes) et des services logistiques, la Thaïlande occupait respectivement le 36^{ème} et le 39^{ème} rang. Bien que la politique de l'État vise à encourager la participation du secteur privé au développement des infrastructures, le cadre réglementaire de la fourniture et de la gestion des services infrastructurels est complexe, et dans tous les sous-secteurs des transports, l'investissement étranger demeure soumis à d'importantes restrictions.

a) Transport aérien

134. Durant la période étudiée, le sous-secteur du transport aérien de la Thaïlande a été confronté à plusieurs difficultés, y compris la crise financière mondiale, les fluctuations des cours du pétrole et des taux de change, ainsi que les troubles politiques intérieurs; tous ces facteurs ont eu une incidence négative sur le volume du trafic aérien et les mouvements de passagers. Cependant, le sous-secteur de l'aviation a amorcé son redressement en 2010, soutenu par la reprise de l'économie mondiale, en particulier dans les pays émergents du continent asiatique; la mise en œuvre des accords de libéralisation des services aériens conclus avec les autres pays de l'ASEAN; et les politiques publiques proactives en matière de transport aérien.

135. On dénombre actuellement (milieu de 2011) dix compagnies qui assurent des services de transport aérien réguliers, nationaux et internationaux, en Thaïlande. Il s'agit de Thai Airways International Public Company Limited, dont l'État est actionnaire à hauteur de 51%; Bangkok Airways; Orient Thai Airline; Thai Air Asia (une coentreprise thaïlando-malaisienne); Nok Air (une filiale de Thai Airways); K-Mile Air; Siam General Aviation; Business Air Centre; Jet Asia Airways; et Happy Air Traveller. Au total, 52 compagnies détiennent une licence délivrée par le Ministère des transports pour assurer des services de transport intérieur: 21 d'entre elles assurent des services aériens réguliers et 31, des services affrétés. Thai Airways International demeure avantagée par la réglementation qui oblige les fonctionnaires et agents des organismes publics à utiliser ses services, dans la mesure où le prix n'excède pas le prix exigé par les autres transporteurs de plus de 25%. Ce seuil a été abaissé durant la période étudiée (de 30% à 25%).

136. Il incombe au Ministère des transports d'élaborer les politiques applicables au système de transport, qui comprend les services de transport aérien, maritime et routier. La politique de transport aérien du Ministère vise principalement à développer les aéroports et à favoriser l'essor du sous-secteur de l'aviation afin que la Thaïlande devienne une plaque tournante régionale du transport aérien et un centre de réparation des aéronefs, et tire parti de la croissance rapide du transport aérien de passagers et de marchandises dans la région de l'Asie-Pacifique. La réglementation du sous-secteur relève du Département de l'aviation civile du Ministère des transports, qui est chargé de mettre en œuvre la réglementation sectorielle, de promouvoir et de développer l'aviation civile nationale, d'assurer la coordination avec les organisations nationales et internationales, de superviser les aéroports nationaux de son ressort, et d'exploiter les 28 aéroports régionaux. La société d'État Airports of Thailand (AOT), dans laquelle le Ministère des finances détient une participation de 70%, gère et exploite les six grands aéroports internationaux du pays (voir ci-dessous).

¹²⁰ Cet indice englobe diverses activités de logistique du commerce exécutées par des agents publics et privés, notamment les transports, l'entreposage, le groupage des cargaisons, le dédouanement, la distribution intérieure et les systèmes de paiement.

¹²¹ Les Philippines étaient 44^{ème}; le Viet Nam 53^{ème}; l'Indonésie 75^{ème}; la République démocratique populaire lao 118^{ème}; le Cambodge 129^{ème}; et le Myanmar 133^{ème}. Banque mondiale (2010a).

137. Les principaux textes juridiques régissant le transport aérien sont la Loi sur la navigation aérienne B.E. 2497 (1954) et ses modifications, la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999), et la Déclaration du Conseil révolutionnaire n° 58 B.E. 2515 (1972). La Déclaration du Conseil révolutionnaire n° 58 autorise le Ministre des transports à imposer toute condition nécessaire pour assurer la sécurité de la navigation. Aux termes de la Loi sur la navigation aérienne, pour immatriculer un aéronef commercial et obtenir une licence d'exploitation, le transporteur doit être une société de droit thaïlandais et avoir son siège dans le pays; au moins 51% de son capital doit appartenir à des Thaïlandais; et son conseil d'administration doit être composé en majorité de personnes de nationalité thaïlandaise.¹²² En outre, la compagnie doit respecter les normes de sécurité (obtenir un certificat de navigabilité), souscrire l'assurance obligatoire, et présenter une étude de faisabilité montrant que les services proposés seront dans l'intérêt général et répondront à une demande.

138. En vertu de la Loi sur les entreprises étrangères, les compagnies étrangères ne sont pas autorisées à exploiter des liaisons intérieures. Les transporteurs étrangers peuvent cependant assurer des services de transport aérien international en Thaïlande, sous réserve de la réciprocité. La Thaïlande a mis en œuvre une politique d'ouverture progressive de l'espace aérien. Elle est actuellement partie à 99 accords bilatéraux sur le transport aérien qui, pour la plupart, accordent des droits de cinquième liberté autorisant les vols sans restriction entre la Thaïlande et le cocontractant. La Thaïlande est également signataire d'un certain nombre d'accords régionaux sur le transport aérien qui ont libéralisé les droits de trafic aérien. Mentionnons notamment trois accords de l'ASEAN: l'Accord multilatéral sur les services aériens (entré en vigueur le 13 octobre 2009), l'Accord multilatéral sur la libéralisation intégrale du transport aérien de marchandises (13 octobre 2009), et l'Accord multilatéral sur la libéralisation intégrale du transport aérien de passagers, signé le 12 novembre 2010 (il n'était pas en vigueur en juin 2011).

139. La Thaïlande compte 38 aéroports et aérodromes. Le Département de l'aviation civile gère 28 aéroports publics, qui sont principalement utilisés pour des liaisons intérieures. AOT exploite les six principaux aéroports internationaux, qui absorbent plus de 90% du trafic aérien de la Thaïlande.¹²³ De plus, Bangkok Airways possède et exploite trois aéroports privés, dont l'aéroport international de Samui, inauguré en septembre 2007. Pour l'année financière 2010, les six aéroports internationaux d'AOT ont à leur actif 385 769 vols, 57,4 millions de passagers et 1,33 million de tonnes de marchandises et de colis postaux. L'aéroport de Suvarnabhumi (Bangkok), le principal aéroport du pays, représentait 74% du nombre total de mouvements de passagers et 95% du volume total de marchandises et de colis postaux. En 2010, il a assuré des services à 98 transporteurs réguliers (92 compagnies étrangères et six compagnies thaïlandaises), dont 85 transporteurs de passagers et de marchandises et 13 transporteurs de marchandises.¹²⁴ AOT est actionnaire d'un certain nombre de sociétés ayant des activités aéroportuaires telles que les services d'entrepôt, les services de ravitaillement en carburant, les services de restauration aérienne, les boutiques hors taxes et les hôtels.

140. Les agences de voyages et compagnies aériennes peuvent utiliser les systèmes informatisés de réservation (SIR) de leur choix. Trois fournisseurs de SIR sont actuellement présents en Thaïlande (Amadeus, Abacus et Galileo). Sabre distribue des billets d'avion par le biais d'Abacus.

¹²² Article 31 de la Loi sur la navigation aérienne B.E. 2497 (1954), modifiée par la Loi sur la navigation aérienne (n° 10) B.E.2542 (1999).

¹²³ Les six principaux aéroports internationaux sont: Don Mueang, Chiang Mai, Hat Yai, Phuket, Chiang Rai et Suvarnabhumi. Les autres aéroports internationaux sont ceux d'U-Tapao, de Krabi, de Samui et d'Udon Thani.

¹²⁴ AOT (2010).

141. Les autorités ont indiqué qu'aucun règlement n'obligeait les compagnies aériennes nationales à faire réparer et entretenir leurs aéronefs dans le pays. Cependant, certaines restrictions s'appliquent à l'établissement de fournisseurs étrangers de services d'entretien, de réparation et de révision (ERR) en Thaïlande, en vertu de la Loi sur la navigation aérienne B.E. 2497 (1954). La fabrication et la réparation d'aéronefs sont jugées prioritaires et ouvrent donc droit aux incitations fiscales et non fiscales offertes par le BOI.¹²⁵

142. Les compagnies aériennes et les aéroports commerciaux peuvent présenter une demande d'incitations fiscales et non fiscales au BOI. Aux termes de l'Avis du Conseil des investissements n° 10/2552 (2009), les services de transport aérien comptent parmi les "activités prioritaires" dans le cadre de la promotion des investissements, et peuvent donc bénéficier d'avantages fiscaux comme l'exonération des droits à l'importation des machines et une exonération de l'impôt des sociétés pendant huit ans, à l'échelle du pays, ainsi que d'autres privilèges pouvant s'appliquer dans certaines zones. Les avantages non fiscaux comprennent l'autorisation d'amener des travailleurs étrangers, de posséder des terres, et d'emporter ou de transférer des devises à l'étranger.

b) Transport maritime et ports

143. Quelque 89% (en volume) du commerce international de la Thaïlande est transporté par voie maritime (65,9% en valeur).¹²⁶ En 2009, la valeur des importations et des exportations de marchandises transportées par bateau s'élevait à 6 456 milliards de baht; en volume, cela représentait 182,4 millions de tonnes.¹²⁷

144. Selon les autorités thaïlandaises, on dénombrait 483 navires battant pavillon national ayant une capacité totale de 4,4 millions de tonnes de port en lourd en 2010 (contre 497 navires ayant une capacité de 3,69 millions de tonnes de port en lourd en 2007).¹²⁸ En 2010, la CNUCED a classé la Thaïlande au 35^{ème} rang parmi les pays ayant les flottes contrôlées les plus importantes en tonnage (navires battant pavillon national ou étranger), représentant 0,33% du tonnage mondial.¹²⁹ La flotte marchande de la Thaïlande appartient au secteur privé, exception faite de la Thai Maritime Navigation Company Ltd. (TMN), un transporteur maritime dont l'État est le seul actionnaire. La TMN détient une participation de 30% dans TMN Line, qui exploite deux navires hauturiers. Le Ministère des transports envisage de mettre fin aux activités de la TMN en raison de ses résultats insatisfaisants.

145. Les principales lois régissant le transport maritime sont la Loi sur les navires thaïlandais B.E. 2481 (modifiée par la Loi B.E. 2540), la Loi sur la navigation dans les eaux thaïlandaises B.E. 2456 (modifiée par la Loi B.E. 2540), la Loi sur la promotion des transports maritimes B.E. 2521 (modifiée en 2005), et la Loi sur le transport multimodal B.E. 2548 (2005). Le Département des transports maritimes, qui relève du Ministère des transports, est chargé de promouvoir et de développer le transport maritime; sont également de son ressort l'application de la loi, la sécurité de la navigation, l'immatriculation et l'inspection des navires, l'entretien des chenaux, la fourniture des services de pilotage aux navires océaniques, et l'atténuation des répercussions de la navigation et des activités portuaires sur l'environnement.

¹²⁵ Economist Intelligence Unit, informations en ligne. Adresse consultée: <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1027808487 &Country=Thailand&topic> [11 mars 2011].

¹²⁶ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

¹²⁷ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

¹²⁸ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

¹²⁹ D'après les données de la CNUCED, la flotte maritime de la Thaïlande est constituée de 298 navires battant pavillon national (plus de 1 000 tonnes brutes) et de 45 navires battant pavillon étranger, ce qui représente au total 3,8 millions de tonnes de port en lourd. CNUCED (2010a).

146. Aux termes de la Loi sur les navires thaïlandais B.E. 2481 (1938), les navires pouvant battre pavillon thaïlandais appartiennent à deux catégories: les navires de transport international et les navires de transport intérieur. Les services de transport maritime international sont ouverts aux opérateurs thaïlandais comme aux étrangers. Pour assurer des services de transport international sous pavillon thaïlandais, les opérateurs doivent respecter les conditions suivantes: au moins 51% de leur capital doit appartenir à des intérêts thaïlandais; être enregistrés pour être autorisés à battre le pavillon national; respecter les prescriptions nationales en matière de sécurité et de protection de l'environnement marin; et être enregistrés en tant que transporteurs maritimes auprès du Département des transports maritimes. Un navire de transport international battant pavillon thaïlandais ne peut assurer des services de transport intérieur dans les eaux territoriales du pays, sauf si au moins 70% de son capital appartient à des intérêts thaïlandais.

147. Pour des raisons de sécurité nationale, le transport intérieur est réservé aux navires battant pavillon thaïlandais qui appartiennent à des nationaux ou à des sociétés de droit thaïlandais dont au moins 70% du capital appartient à des Thaïlandais (Loi sur les navires thaïlandais). Tous les navires de transport intérieur doivent être immatriculés sous pavillon national auprès du Département des transports maritimes; ils peuvent également fournir des services de transport international sous réserve du respect des normes de sécurité et des normes internationales applicables. Des navires étrangers peuvent être autorisés à offrir des services de transport intérieur pendant un an dans certaines circonstances (par exemple lorsque le nombre de navires thaïlandais ne peut répondre à la demande et que le recours à d'autres moyens de transport pour la combler ne serait pas efficient), sous réserve de l'approbation du Ministre des transports au cas par cas (Loi sur les navires thaïlandais). Le nombre de navires étrangers autorisés à fournir des services de transport intérieur est tombé de 15 en 2007 à huit en 2010.¹³⁰

148. Bien que de façon générale, l'accès pour les cargaisons à destination et en provenance de la Thaïlande et en provenance de ce pays ne soit pas limité, l'industrie nationale du transport maritime demeure protégée par une politique de réservation de cargaisons. Un avis du Ministère des transports exige que les marchandises importées directement ou indirectement par des organismes gouvernementaux ou des entreprises publiques soient réservées aux navires battant pavillon thaïlandais sur des routes de navigation définies desservies par ces navires.¹³¹

149. Le gouvernement favorise activement l'essor de l'industrie du transport maritime au moyen d'incitation fiscales et financières. Les services de transport maritime sont considérés comme une activité prioritaire et ouvrent droit aux avantages fiscaux et non fiscaux consentis par le BOI. De plus, les sociétés de droit thaïlandais qui fournissent des services de transport maritime international peuvent déduire de leur revenu imposable: i) les recettes tirées du transport de marchandises sur des navires thaïlandais long courrier; ii) les recettes tirées de la vente de vieux navires lorsque ceux-ci sont remplacés par des navires neufs dans un délai d'un an; et iii) les dividendes versés par des sociétés nationales qui assurent des services de transport au moyen de navires thaïlandais.

150. Les droits à l'importation ont été réduits en 2006, passant de 10% à 1% pour les pétroliers (de 1 000 tonnes de jauge brute ou moins), et de 35% à 10% dans le cas des cargos. Les autorités envisagent également d'appliquer cette exonération aux machines et aux matériaux. D'autre part, afin de financer les importations, l'EXIM Bank octroie des prêts à des taux d'intérêt concurrentiels (le

¹³⁰ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

¹³¹ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises. Voir également Département des transports maritimes, informations en ligne. Adresse consultée: http://www.md.go.th/eng_page/int_aff/APEC%20IAP%20Transport_Services_Maritime.pdf [14 mars 2011].

montant des crédits totalise 18 000 millions de baht) aux armateurs thaïlandais qui désirent acheter des navires neufs ou d'occasion pour le commerce international.

151. En vertu de la Loi sur les navires thaïlandais, le gouvernement exige que les équipages soient composés d'un nombre minimal de nationaux afin d'offrir des possibilités d'emploi aux Thaïlandais. Dans le cas des navires thaïlandais qui assurent des services de transport international, ce pourcentage minimal est passé de 75% à 50% durant la période étudiée. Quant aux navires qui assurent des services de transport intérieur, leur équipage doit être exclusivement thaïlandais.

152. La Loi sur le transport multimodal de 2005 exige que toutes les entreprises qui désirent assurer des services de transport multimodal soient enregistrées en Thaïlande. Il existe trois types d'enregistrement: i) une société à responsabilité limitée ou société anonyme faisant appel à l'épargne publique, de droit thaïlandais ayant son siège dans le pays; ii) une entreprise de transport modal enregistrée dans un pays étranger reconnu par la Thaïlande en vertu d'un traité ou d'un accord international, qui doit nommer un agent ou établir une succursale en Thaïlande; et iii) une entreprise de transport modal étrangère qui doit désigner une entreprise de transport modal de type 1 comme son agent même si elle a déjà une succursale en Thaïlande. Le prétendu manque de clarté des dispositions législatives quant au traitement des transporteurs maritimes étrangers et les sanctions graves prévues en cas de non-conformité seraient une source d'incertitude et auraient amené les transporteurs étrangers à s'enregistrer en Thaïlande ou à nommer un agent pour ne pas prendre de risques.¹³²

153. La Thaïlande n'est pas signataire du Code de conduite des conférences maritimes des Nations Unies. Les clauses de partage des cargaisons de l'accord de transport maritime entre la Thaïlande et la République populaire de Chine, ainsi que de l'accord similaire qu'elle a conclu avec le Viet Nam, ont été respectivement abolies en 1995 et 1999.

154. La Direction des ports de Thaïlande (PAT), entreprise d'État qui relève du Ministère des transports, gère les cinq principaux ports publics du pays, qui sont situés à Bangkok et dans les provinces.¹³³ En vertu de la Loi sur la Direction des ports de Thaïlande B.E. 2494 (1951) modifiée par la Loi B.E. 2543 (2000), la PAT est habilitée à gérer et à superviser le fonctionnement des ports placés sous son autorité. Il lui incombe également de promouvoir le développement portuaire, d'assurer la coopération et la coordination avec les organismes gouvernementaux et les ports internationaux concernés, et d'assurer toute la gamme des services portuaires, y compris le dragage et l'entretien des chenaux et des bassins; la supervision des opérations de débardage, de manutention, d'entreposage et de livraison des marchandises à leur destinataire.

155. Les navires de toute nationalité qui mouillent dans les ports thaïlandais bénéficient du traitement NPF et obtiennent un accès dans l'ordre de leur arrivée. Un taux de TVA nul s'applique aux services de transport maritime à destination ou au départ de la Thaïlande, fournis par des transporteurs nationaux et étrangers. En général, le taux des droits portuaires exigés pour les marchandises d'exportation sont plus bas que ceux appliqués aux importations. Les autorités ont attribué cet écart au fait que l'utilisation des installations et des services portuaires est moins grande lorsque les marchandises sont exportées.

¹³² USTR (2010a). Voir également Ministère du commerce de la Chine (non daté).

¹³³ Il s'agit des ports de Bangkok, Laem Chabang, Chiang Saen, Chiang Khong et Ranong. De plus, le port industriel de Map Ta Put est géré par l'Office thaïlandais des sites industriels. Les ports de Trang, Satun et Surat, qui ont été construits par le Département des transports maritimes, ont été transférés au Département du Trésor, qui lancera un appel d'offres en vue de la sélection d'un opérateur portuaire.

156. Pendant des années, la politique officielle du gouvernement thaïlandais a visé à encourager la participation du secteur privé national et étranger dans les services portuaires, soit pour exploiter les équipements existants, soit pour investir dans la mise en place d'installations entièrement nouvelles ou complémentaires ou les exploiter.¹³⁴ Aux termes de la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542, un opérateur portuaire doit être une personne de nationalité thaïlandaise ou une personne morale de droit thaïlandais dont le capital est détenu majoritairement (au moins 51%) par des intérêts thaïlandais. Les opérateurs portuaires privés doivent également obtenir les permis nécessaires auprès du Département des transports maritimes pour la construction, la sécurité et l'exploitation du port, conformément à la Loi sur la navigation dans les eaux thaïlandaises et d'autres règlements. Les autorités ont indiqué que 121 entreprises avaient été autorisées à gérer les ports ou les terminaux pouvant accueillir des navires de 500 tonnes de jauge brute ou plus. La privatisation de la PAT est également envisagée depuis un certain nombre d'années, mais aucune décision n'a été prise durant la période étudiée.

157. Conformément à la politique de privatisation du gouvernement, en 2004, une concession de 30 ans a été attribuée à un consortium privé aux fins de l'exploitation de terminaux de conteneurs au port de Laem Chabang (environ 110 kilomètres au sud-est de Bangkok), le principal port en eau profonde du pays. Le gouvernement souhaite vivement encourager l'utilisation de ces installations afin de réduire la congestion au port de Bangkok. En 2010, les marchandises qui ont transité par le port de Laem Chabang représentaient 5,06 millions d'EVP¹³⁵ (soit une augmentation de 10% par rapport à 2009), contre 1,45 million d'EVP au port de Bangkok. Pour 2011, le trafic du port de Laem Chabang devrait s'établir à 5,5 millions d'EVP et celui du port de Bangkok, à 1,34 million d'EVP.¹³⁶ Les autorités de la PAT ont récemment fait réaliser une étude sur le développement de la Phase III du port de Laem Chabang en vue de porter sa capacité à 18 millions d'EVP et d'en faire la principale porte d'entrée de la sous-région du Grand-Mékong. La PAT prépare également la mise en œuvre de l'opérateur unique de transbordement sur rail au port de Laem Chabang. Ce dispositif permettra le transport ferroviaire de conteneurs entre Laem Chabang et Lad Krabang à Bangkok; de plus, un seul opérateur assurera les services de manutention et de levage. Un terminal de transbordement sur rail ayant une capacité de 2 millions d'EVP par année est également en construction à Laem Chabang. Les autorités visent à mettre en place une liaison ferroviaire efficiente en remplacement des services de transport routier afin de diminuer les coûts de logistique.

158. Les investissements dans certains services et installations portuaires, par exemple les installations de chargement et de déchargement pour le transport maritime, les parcs à conteneurs ou les dépôts intérieurs de conteneurs, et les services de remorquage de navires sont considérés prioritaires et pourraient bénéficier des avantages fiscaux accordés par le BOI.

c) Transports routier et ferroviaire

159. La Thaïlande dispose d'un assez grand réseau routier qui s'étend sur 51 750 kilomètres (dont 450 kilomètres d'autoroutes et de voies rapides); la plupart des routes sont en bitume. Mentionnons également les quelque 150 000 kilomètres de routes rurales.¹³⁷ Le Département des routes du Ministère des transports est chargé de promouvoir le développement du réseau routier national, ainsi que de construire des routes et de les entretenir. Afin de réduire les coûts de logistique, qui ont été

¹³⁴ APEC (2010); et Département des transports maritimes, informations en ligne. Adresse consultée: http://www.md.go.th/eng_page/int_aff/APEC%20IAP%20Transport_Services_Maritime.pdf [14 mars 2011].

¹³⁵ Équivalents 20 pieds.

¹³⁶ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

¹³⁷ BAsD, informations en ligne, "Thailand Country Report on the 13th Meeting of the GMS Subregional Transport Forum", 27 octobre 2009. Adresse consultée: <http://www.adb.org/Documents/Events/Mekong/Proceedings/STF13-Appendix3.5.pdf>.

estimés à 20% du PIB, et d'accroître la compétitivité de la Thaïlande à l'échelle régionale, le gouvernement a, en 2007, élaboré un vaste programme d'investissement dans le réseau routier national, qui prévoyait entre autres la construction d'autoroutes interurbaines, l'élargissement à quatre voies des routes, et le renforcement des liaisons routières avec les pays voisins. La modernisation du réseau national a cependant été lente en raison des contraintes budgétaires et le manque d'intérêt manifesté par le secteur privé; il a été jugé nécessaire d'améliorer les politiques pertinentes pour accroître l'investissement privé dans l'infrastructure routière.¹³⁸

160. Les principaux textes législatifs régissant le transport routier sont la Loi sur les transports terrestres B.E. 2522 (1979), la Loi sur les véhicules à moteur B.E. 2522 (1979), et la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999). La Thaïlande est également signataire d'accords bilatéraux sur le transport routier de produits périssables en transit avec le Laos et la Malaisie, ainsi que d'accords régionaux tels que l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation du transit des marchandises (1998) et l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation du transport inter-États (2008).

161. En vertu de la Loi sur les transports terrestres B.E. 2522 et du Règlement ministériel sur le transport international B.E. 2549 (2006), une licence de transport routier international peut être accordée à une société de personnes ordinaire enregistrée, une société à responsabilité limitée ou une société d'État à responsabilité limitée qui est titulaire d'une licence de transport intérieur. Lorsque le siège de l'entreprise est situé à l'extérieur de la Thaïlande, le requérant doit avoir une succursale ou une agence enregistrée selon le droit thaïlandais et établie en Thaïlande. Les entreprises étrangères qui désirent obtenir une licence de transport international doivent également se conformer à la Loi sur les entreprises étrangères. Les volumes et les itinéraires qui s'offrent aux entreprises thaïlandaises et étrangères sont déterminés sur la base des accords internationaux.¹³⁹

162. Une licence de transport routier intérieur peut être accordée à une personne de nationalité thaïlandaise ou à une société de droit thaïlandais ayant son siège dans le pays. En outre, au moins la moitié des administrateurs de la société doivent être de nationalité thaïlandaise et au moins 51% du capital doit appartenir à des intérêts thaïlandais s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée et 50% dans le cas d'une société faisant appel à l'épargne publique. Le gouvernement peut autoriser un investissement étranger déterminé dans le transport routier s'il a été approuvé au préalable par le Ministre du commerce avec l'approbation du Cabinet.

163. La Thaïlande participe activement au Programme de coopération dans la sous-région du Grand-Mékong, qui vise à améliorer l'infrastructure matérielle et la connectivité par les transports des pays de la sous-région.¹⁴⁰ Le Plan d'action pour la sous-région du Grand-Mékong (2008-2012) englobe des projets d'amélioration des couloirs économiques sous-régionaux et le Projet d'élargissement routier dans la sous-région du Grand-Mékong. Le gouvernement prévoit de procéder à la réfection des tronçons thaïlandais des couloirs économiques Est-Ouest et Sud.

164. Le réseau ferroviaire de la Thaïlande est constitué de 4 042 kilomètres de lignes; il rayonne de Bangkok vers le nord, le nord-est, l'est et le sud du pays. La Société des chemins de fer thaïlandais (SRT), une entreprise d'État, est responsable de l'exploitation, du développement et de l'entretien des chemins de fers nationaux. Dans le cadre de son plan directeur 2002-2031, la SRT a achevé un programme de modernisation de 1 539 kilomètres de lignes, qui s'est traduit par une augmentation de la vitesse et des charges par essieu. Un autre tronçon de 586 kilomètres sera modernisé durant la

¹³⁸ BAsD (2010b).

¹³⁹ APEC (2010), "Transport Services: Road".

¹⁴⁰ Cambodge, République populaire de Chine, République démocratique populaire lao, Myanmar, Thaïlande et Viet Nam.

phase suivante. Il est prévu d'accroître la proportion de lignes à double voies, d'aménager des lignes pour des trains à grande vitesse, et de construire de nouvelles lignes, dont certaines pourraient relier le pays à la République démocratique populaire lao et au Viet Nam. Le gouvernement entend également prendre des mesures destinées à favoriser l'essor du transport ferroviaire au détriment du transport routier.¹⁴¹

165. Le Programme de coopération dans la sous-région du Grand-Mékong vise également à interconnecter les réseaux ferroviaires des pays de la sous-région. Le cadre stratégique de l'interconnexion et de l'intégration de ces réseaux nationaux a été avalisé lors de la Conférence ministérielle de la sous-région, en août 2010. Les pays de la sous-région ont également conclu un accord sur le transport transfrontalier afin de simplifier la réglementation et de réduire les obstacles non matériels au transport transfrontalier de marchandises et de personnes dans la sous-région.

v) Tourisme

166. Le tourisme continue de jouer un rôle essentiel dans le développement socioéconomique de la Thaïlande, représentant environ 7% du PIB.¹⁴² Son apport est important sur le plan des devis, de l'investissement, de la création d'emploi, des salaires et des recettes publiques. Malgré le recul marqué attribuable à la crise économique mondiale (2008-2009) et aux tensions politiques intérieures (novembre 2008 et avril-mai 2010), le sous-secteur de l'hôtellerie et de la restauration a connu une croissance annuelle moyenne de 3,5% entre 2007 et 2010, et représentait 4,7% du PIB en 2010 (4,9% en 2007). S'agissant de la création d'emplois, 6,9% de la main-d'œuvre totale travaillait dans ce sous-secteur en 2009 (tableau I.2). Les services de voyages et de transport de passagers représentaient 68,4% des recettes au titre des services de la Thaïlande en 2010, soit une légère augmentation par rapport au niveau de 67,9% enregistré en 2007 (tableau I.4).

167. Au total, 15,9 millions d'arrivées touristiques internationales ont été enregistré en 2010 (13,8 millions en 2006). La ventilation de ces arrivées selon la provenance indique que 51,2% des touristes étaient originaires de l'Asie de l'Est (principalement de la Malaisie et de la Chine), suivie de l'Europe (27,8%), de l'Asie du Sud (6,2%), des Amériques (5,3%), de l'Océanie (4,9%), et du Moyen-Orient (3,5%).¹⁴³ Le taux d'occupation des chambres d'hôtel, qui avait augmenté pour avoisiner les 65% au début de 2010, a chuté à 35% en mai 2010 suite aux troubles politiques intérieurs. Les arrivées touristiques ont fait une remontée en juillet 2010, et le taux d'occupation moyen des chambres s'établissait à 50% à la fin de 2010.¹⁴⁴

168. Les principaux textes législatifs régissant le secteur touristique sont la Loi sur l'Office thaïlandais du tourisme B.E. 2522 (1979); la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999); la Loi sur le Conseil du tourisme de la Thaïlande B.E. 2544 (2001); la Loi sur la politique touristique nationale B.E. 2551 (2008); la Loi sur les entreprises et les guides touristiques B.E. 2551(2008); la Loi sur l'hôtellerie B.E. 2547 (2004); et d'autres lois et règlements concernant la restauration, l'hôtellerie et d'autres services touristiques.

169. Le Comité de la politique touristique nationale, présidé par le Premier Ministre, est chargé d'élaborer les politiques et les plans touristiques, ce qui comprend la désignation des zones de développement touristique. Le Plan national de développement du tourisme 2012-2016, approuvé en

¹⁴¹ Banque asiatique de développement, (2010).

¹⁴² Banque mondiale (2010b).

¹⁴³ Département du tourisme, informations en ligne. Adresse consultée: <http://www.tourism.go.th/2010/th/statistics/tourism.php> [juin 2011].

¹⁴⁴ Renseignements fournis par les autorités thaïlandaises.

février 2011, vise principalement à faire de la Thaïlande l'une des cinq principales destinations en Asie, en augmentant la compétitivité internationale de son secteur touristique en vue d'augmenter les recettes et de répartir la richesse de façon durable. Le Plan a également pour objectif d'accroître les recettes touristiques d'au moins 5% en cinq ans. Pour que cet objectif se réalise, cinq stratégies ont été élaborées: i) mettre en place l'infrastructure et la logistique nécessaires afin de répondre aux besoins des touristes nationaux et étrangers; ii) développer et remettre en état les sites touristiques dans une optique de durabilité; iii) élaborer de nouveaux produits et services touristiques; iv) rehausser l'image de la Thaïlande auprès des touristes étrangers; et v) encourager la participation du secteur public, de la société civile et des organisations locales à la gestion du tourisme.¹⁴⁵

170. Le Ministère du tourisme et des sports est la principale entité chargée de promouvoir, de soutenir et de développer le secteur touristique thaïlandais. Au sein de ce ministère, le Département du tourisme établit les normes applicables aux attractions, aux produits et aux services touristiques; délivre les permis aux entreprises et aux guides touristiques; inspecte et contrôle les entreprises touristiques; et compile les statistiques du tourisme. Le Fonds de développement du tourisme thaïlandais, créé en vertu de la Loi sur la politique touristique nationale B.E. 2551 (2008) pour financer le développement touristique, le renforcement des capacités, le perfectionnement des compétences en gestion, la commercialisation et la conservation des ressources touristiques, est géré par un comité présidé par le Secrétaire permanent du Ministère du tourisme et des sports. Le Conseil du tourisme de la Thaïlande représente le secteur et fait fonction d'agent de liaison entre le secteur public et le secteur privé. Il a pour mandat de promouvoir le tourisme; de normaliser les produits et les services touristiques; de conserver les attractions culturelles, historiques et touristiques thaïlandaises; et de diffuser les informations touristiques (Loi sur le Conseil du tourisme de la Thaïlande de B.E. 2544).

171. L'Office du tourisme thaïlandais (TAT) est responsable des stratégies de commercialisation, des campagnes et des dispositifs promotionnels. Le TAT s'emploie en priorité à promouvoir le tourisme durable à long terme en conciliant les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Ces dernières années, il a déployé des efforts soutenus afin de présenter la Thaïlande comme une destination haut de gamme, a ciblé de nouveaux marchés et a offert de nouveaux produits dans des créneaux tels que le tourisme santé et médical, l'agrotourisme, les cours de cuisine thaïlandaise et les expositions et les congrès internationaux. Le tourisme santé est particulièrement florissant; la Thaïlande est devenue l'une des principales destinations pour les touristes qui se rendent à l'étranger pour se faire soigner (surtout ceux du Moyen-Orient) grâce à son secteur médical bien établi, qui prodigue avec efficacité des soins de qualité supérieure. De plus, les spas et les autres services de mieux-être offerts dans le pays sont mieux connus. Plus de 920 000 touristes se rendent en Thaïlande chaque année pour obtenir des services liés à la santé et au mieux-être; le pays détient actuellement 38% du marché mondial de ces services.¹⁴⁶

172. L'Indonésie, les Philippines, le Viet Nam, la Russie, l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient sont au nombre des nouveaux marchés offrant un fort potentiel de croissance pour le secteur touristique thaïlandais.¹⁴⁷ La Chine, qui se classait au deuxième rang, derrière la Malaisie, du classement des sources de visiteurs en 2010, devrait devenir le principal pourvoyeur de touristes de la Thaïlande au cours des prochaines années. La Thaïlande espère également devenir une plaque tournante pour les touristes qui visitent les autres pays de la sous-région. Le TAT a conclu un accord avec les offices

¹⁴⁵ Ministère des affaires étrangères (2011).

¹⁴⁶ Communiqué, Émirats arabes unis, "Tourism Authority of Thailand to launch inaugural Medical Health and Wellness Road Show", 21 septembre 2010. Adresse consultée: <http://www.ameinfo.com/242532.html> [23 mars 2011].

¹⁴⁷ Les arrivées de touristes en provenance du Moyen-Orient ont augmenté de 23% en 2009-2010.

nationaux du tourisme du Laos, du Cambodge et du Myanmar afin de promouvoir conjointement le tourisme sur les marchés étrangers. La mise en œuvre de cet accord relève actuellement du Ministère du tourisme et des sports.

173. Le BOI offre des incitations fiscales et non fiscales pour la construction d'hôtels de plus de 100 chambres. Toutefois, les entreprises situées dans les zones 1 et 2 ne peuvent obtenir que des incitations non fiscales, alors que celles situées dans la zone 3 (à l'exception des 18 provinces les moins développées) peuvent bénéficier uniquement d'une exonération des droits à l'importation des machines. Les autres projets liés au tourisme, par exemple les salles de congrès, les centres d'exposition, les centres de santé spécialisés, les maisons de retraite, les services de port de plaisance maritime, les parcs d'attractions, les centres culturels, les aquariums et les services de location de bateaux d'excursion ouvrent également droit à différentes incitations fiscales et non fiscales à l'investissement accordées par le BOI.¹⁴⁸ Les incitations sont offertes aux investisseurs thaïlandais et étrangers. De plus, afin d'étayer les efforts de promotion du tourisme, le gouvernement a investi dans des projets d'infrastructures, aéroportuaires et routières notamment (section iv) ci-dessus).

174. Aux termes de la Loi sur l'hôtellerie B.E. 2547, l'entreprise qui désire exploiter un établissement hôtelier en Thaïlande doit obtenir une licence et s'enregistrer auprès du bureau de district responsable de la zone où est situé l'hôtel. Les étrangers qui désirent établir une entreprise hôtelière dans le pays doivent se conformer à la Loi sur les entreprises étrangères B.E. 2542 (1999). La participation étrangère au capital des hôtels est plafonnée à 49%. Cependant, une participation étrangère majoritaire est possible, sous réserve de l'obtention d'une approbation en vertu de la Loi sur les entreprises étrangères. De nombreuses chaînes hôtelières internationales sont présentes en Thaïlande.

175. En vertu de la Loi sur le Bureau du tourisme et de l'enregistrement des guides B.E. 2551 (2008), l'entreprise qui désire fournir des services d'agences de voyages et d'organismes touristiques doit obtenir une licence auprès du Bureau du tourisme et de l'enregistrement des guides, qui relève du Département du tourisme du Ministère du tourisme et des sports. Pour demander une licence d'entreprise touristique, l'entreprise doit être une société de droit thaïlandais; 51% de son capital doit appartenir à des nationaux; et la moitié de ses administrateurs doivent être de nationalité thaïlandaise.

176. Seuls les Thaïlandais peuvent assurer des services de guide touristique en vertu de la Loi sur les entreprises et les guides touristiques B.E. 2551 (2008). Pour exercer les fonctions de guide touristique, il convient de suivre la formation et de réussir l'examen préparé par les universités qui offrent la formation sur le tourisme et la profession de guide touristique, et de s'enregistrer comme guide auprès du Bureau du tourisme et de l'enregistrement des guides, qui relève du Département du tourisme. Faute d'un nombre suffisant de guides parlant des langues étrangères, le Ministère du tourisme et des sports envisage d'autoriser d'autres accompagnateurs de langue étrangère à agir en tant qu'interprètes sur le territoire thaïlandais s'ils sont accompagnés par un guide local. Selon les autorités, les fournisseurs de services nationaux et étrangers sont sur un pied d'égalité dans la mesure où les étrangers qui désirent exercer des activités touristiques en Thaïlande obtiennent une licence auprès du Bureau du tourisme et de l'enregistrement des guides.¹⁴⁹

¹⁴⁸ BOI, informations en ligne. Adresse consultée: http://www.boi.go.th/english/about/eligible_activities.asp [23 mars 2011].

¹⁴⁹ APEC (2010), "Tourism and Travel Related Services".

177. En vertu de la Loi sur le contrôle de l'immigration de 1979 et des Avis du Ministère de l'intérieur (1^{er} octobre 2002, 20 décembre 2002, 18 octobre 2004 et 6 mai 2005), les ressortissants de 42 pays ou territoires désignés peuvent se rendre en Thaïlande à des fins touristiques sans visa et y séjourner à chaque visite pendant 30 jours au maximum.¹⁵⁰

¹⁵⁰ Pour consulter la liste des pays, voir Ministère des affaires étrangères, informations en ligne. Adresse consultée: <http://www.mfa.go.th>.

BIBLIOGRAPHIE

AOT (2010) *Annual Report 2010*. Adresse consultée: http://www.airportthai.co.th/_admin/uploadfiles/cp_annual_21_attach_en.pdf [10 mars 2011].

APEC (2010), *Individual Action Plan – Thailand*. Adresse consultée: http://www.apec-iap.org/document/THA_2010_IAP.htm.

Ariyanuntaka, Vichai (2010), *Intellectual Property and International Trade Court: A New Dimension for IP Rights Enforcement in Thailand*. Adresse consultée: http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=185591 [15 avril 2011].

Asia Securities Forum (2010), *Member Reports: Thailand*, 29 et 29 septembre, Beijing, Chine. Adresse consultée: http://www.asiasecuritiesforum.org/pdf/2010/Thailand_contry_report.pdf.

Banque asiatique de développement (2010), *Asian Development Outlook 2010 Update. The Future of Growth in Asia*. Adresse consultée: <http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2010/Update/ado2010-update-tha.pdf>. [29 mars 2011].

Banque asiatique de développement (2010), *Connecting Greater Mekong Subregion Railways*, août. Adresse consultée: <http://www.adb.org/documents/events/2010/16th-gms-ministerial-conference/Connecting-GMS-Railways.pdf>.

Banque de Thaïlande (2009), *Executive summary on the Financial Sector Master Plan*, novembre. Adresse consultée: http://www.bot.or.th/English/FinancialInstitutions/Highlights/FSMP2/Documents/FSMP2_EExecutiveSummaryE.pdf [11 février 2011].

Banque de Thaïlande (non daté a), *Annual Economic Report 2007*. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/RESEARCHANDPUBLICATIONS/REPORT/Pages/AnnualEconReport.aspx>

Banque de Thaïlande (non daté b), *Annual Economic Report 2008*. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/RESEARCHANDPUBLICATIONS/REPORT/Pages/AnnualEconReport.aspx>

Banque de Thaïlande (non daté c), *Annual Economic Report 2009*. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/RESEARCHANDPUBLICATIONS/REPORT/Pages/AnnualEconReport.aspx>

Banque mondiale (2010a), *Connecting to Compete 2010: Trade Logistics in the Global Economy*. Adresse consultée: http://siteresources.worldbank.org/INTTLF/Resources/LPI2010_for_web.pdf. [22 mars 2011].

Banque mondiale (2010b), *Thailand Economic Monitor*, juin. Adresse consultée: http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187511&entityID=000333037_20101004004655&cid=3001_163.

Banque mondiale (2010c), *Thailand Economic Monitor*, novembre. Adresse consultée: http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187511&entityID=000356161_20110228042011&cid=3001_163.

Banque mondiale (2011), *Thailand Economic Monitor*, avril. Adresse consultée: http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/05/24/000333037_20110524003636/Rendered/PDF/612320REPLACEMENT0or0April20110Final1.pdf.

Banque mondiale, Société financière internationale, *Doing Business*, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/> [mai 2011].

BAsD (2010a), *Asian Development Outlook 2010 Update. The Future of Growth in Asia*. Adresse consultée: <http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2010/Update/ado2010-update-tha.pdf>. [29 mars 2011]

BAsD (2010b), *Report and Recommendation of the President to the Board of Directors. Project Number: 41682-01, novembre 2009. Proposed Loan and Technical Assistance Grant Kingdom of Thailand: Greater Mekong Subregion Highway Expansion Project*. Adresse consultée: <http://www.adb.org/Documents/RRPs/THA/41682-THA-RRP.pdf>.

BAsD (2011), *Asian Development Outlook 2011, "Thailand"*, par Luxmon Attapich, Manille.

BP (2010), *Statistical Review of World Energy*, juin. Adresse consultée: http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2008/STAGING/local_assets/2010_downloads/statistical_review_of_world_energy_full_report_2010.pdf.

Bureau de la Commission du commerce (2007), *Notifications of Trade Commission On Criteria for Business Operator with Market Dominance*, 8 février. Adresse consultée: http://gis.dit.go.th/otcc/contentmain_en.asp?typeid=13 [mai 2011].

Bureau de la politique macro-économique (2011), *Thailand's Economic Projection for 2011*, Bureau de la politique budgétaire, 29 mars 2011, n° 30/2011. Adresse consultée <http://www.ryt9.com/es/mof/107857> [14 avril 2011].

Bureau de l'USTR, *2011 Special 301 Report*, 2 mai. Adresse consultée: http://www.ustr.gov/webfm_send/2841; consulté le 3 mai 2011.

Bureau du budget (2010), *Thailand's Budget in Brief, Fiscal Year 2010*. Adresse consultée: <http://www.bb.go.th/FILEROOM/CABBBIWEBFORMENG/DRAWER04/GENERAL/DATA0000/0000012.PDF>.

Bureau national de la statistique (2003), *2003 Agricultural Census*. Adresse consultée: http://web.nso.go.th/eng/en/agriculture/agr_census2003.htm#graph1. [mars 2011].

CNUCED (2010a), *Étude sur les transports maritimes 2010*. Adresse consultée: http://www.unctad.org/fr/docs/rmt2010_fr.pdf.

CNUCED (2010b), *World Investment Prospects Survey 2010–2012*, Adresse consultée: http://www.unctad.org/en/docs/diaeia20104_en.pdf.

Commission européenne, EU Trade (2011), "Overview of FTA and other Trade Negotiations", mise à jour: mai 2011. Adresse consultée: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/december/tradoc_118238.pdf.

Commission européenne, *IPR Enforcement Report 2009*. Adresse consultée: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2009/october/tradoc_145204.pdf.

Conseil des ministres (2008a), *Policy Statement of the Council of Ministers, Delivered by Prime Minister Somchai Wongsawat*, 7 octobre. Adresse consultée: http://www.eppo.go.th/admin/cab/gov-policy/pol_58-E.pdf.

Conseil des ministres (2008b), *Policy Statement of the Council of Ministers, Delivered by Prime Minister Abhisit Vejjajiva*, 29 décembre. Adresse consultée: <http://old.energy.go.th/moen/upload/AbhisitEng.pdf>.

Département de la propriété intellectuelle (2010), *Annual Report 2009*, Ministère du commerce. Adresse consultée: <http://www.ipthailand.go.th/>.

Département de la propriété intellectuelle (2011), *Annual Report 2010*, Ministère du commerce. Adresse consultée: <http://www.ipthailand.go.th/>.

Département des pêches (2010), *Fisheries Statistics of Thailand 2008 n° 12/2010*, Ministère de l'agriculture et des coopératives. Adresse consultée: [http://www.fisheries.go.th/it-stat/data_2551/Yearbook2008\(2551\)/Yearbook2008.pdf](http://www.fisheries.go.th/it-stat/data_2551/Yearbook2008(2551)/Yearbook2008.pdf).

Département des recettes publiques (2010), *Annual Report 2010: Gearing towards long-term growth*, Bangkok.

Département du commerce intérieur (2010), *List of goods and services over the year 2553*. Adresse consultée: <http://www.dit.go.th/contentdetail.asp?typeid=9&catid=102&ID=2290> [juillet 2011].

Département du contrôleur général (2010), "Electronic Government Procurement: e-GP of Thailand". Presentation to the 6th Asia Construction IT Round-Table meeting, août. Adresse consultée: http://www.jacic.or.jp/acit/download_e.html [mai 2011].

Economist Intelligence Unit (2009), *Country Finance Thailand 2009*, mars, New York.

Economist Intelligence Unit (2010a), *Country Commerce Thailand*, décembre, New York.

Economist Intelligence Unit (2010b), *Industry Report: Energy Thailand*, novembre, Londres.

Economist Intelligence Unit (2010c), *Industry Report: Telecoms and technology. Thailand*, novembre, Londres.

Economist Intelligence Unit (2011), *Thailand Country Report*, Londres.

ECRC (2010), *Thailand Energy Regulatory Developments 2009*. Adresse consultée: <http://www.erc.or.th/Doc/thailand.pdf> [juillet 2011].

EGAT (2010), *Summary of Thailand Power Development Plan 2010-30*, System Planning Division, avril. Adresse consultée: <http://www.egat.co.th/en/>.

EPPO (2006), *EPPO, Ministry of Energy*. Adresse consultée: <http://www.eppo.go.th/admin/book2006/eng.pdf> [mai 2011].

EXIM Bank of Thailand (2009), *Annual Report 2009*. Adresse consultée: http://www.exim.go.th/doc/en/about_exim/EXIMAnnualReport2009.pdf.

FAO (2009), *Vue générale du secteur des pêches national - Thaïlande*, août. Adresse consultée: http://www.fao.org/fishery/countrysector/FI-CP_TH/en [mars 2011].

Federal Reserve Bank of San Francisco (2010), "Financial System Reform in Thailand", *Asia Focus*, juillet. Adresse consultée: <http://www.frbsf.org/publications/banking/asiafocus/2010/July.pdf> [10 février 2011].

FMI (2009), *Thailand: Financial System Stability Assessment, Country Report n° 09/147*, mai. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2009/cr09147.pdf>.

FMI (2010), *Thailand: 2010 Article IV Consultation, Staff Report, Country Report n° 10/344*, décembre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2010/cr10344.pdf>.

Forssell, S. (2009), *Rice Price Policy in Thailand, Policy Making and Recent Developments*, Minor Field Study Series n° 189, Nationalekonomiska Institutionen Vid Lunds Universitet, Suède.

Global Software Alliance (2010), *Seventh Annual BSA/IDC Global Software 09 Piracy Study*, mai. Adresse consultée: http://portal.bsa.org/globalpiracy2009/studies/09_Piracy_Study_Report_A4_final_111010.pdf.

Global Software Alliance (2011), *Eighth Annual BSA Global Software 2010 Piracy Study*, mai. Adresse consultée: http://portal.bsa.org/globalpiracy2010/downloads/study_pdf/2010_BSA_Piracy_Study-Standard.pdf.

Groupe de la Banque mondiale (2010a), *Doing Business 2011: Making a Difference for Entrepreneurs*. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/~media/FPDKM/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/English/DB11-FullReport.pdf>.

Groupe de la Banque mondiale (2010b), *Investing Across Borders 2010*, Adresse consultée: <http://iab.worldbank.org/~media/FPDKM/IAB/Documents/IAB-report.pdf>.

Institut thaïlandais de recherche sur le développement (2009), *Telecom Regulatory and Policy Environment in Thailand. Results and Analysis of the 2008 TRE Survey*. Adresse consultée: http://www.lineasis.net/wp-content/uploads/2009/07/TRE_Thailand_Final_2008Nov11.pdf [25 février 2011].

International Intellectual Property Alliance (2011), *2011 Special 301 Report on Copyright Protection and Enforcement*. Adresse consultée: <http://www.iipa.com/rbc/2011/2011SPEC301THAILAND.pdf>, [26 avril 2011].

Inthupim Chokwaranun, (2010), "Preparing for Trade Secrets Litigation in Thailand", *Informed Counsel*, vol.1, n° 2, Tilleke & Gibbins International, Mai. Adresse consultée: http://www.tginfo.com/sites/default/files/informed_counsel_vol_1_no2_p6.pdf.

IRIN (2011), *Global: Thai rice policy sows worldwide uncertainty*, 6 octobre. Adresse consultée: <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=93899> [octobre 2011].

Khoman, S. (2009), "Government Procurement in Thailand: Legal and Institutional Framework, and Relevant Developments and Experiences", presentation at WTO/ESCAP Advanced Regional Workshop on Government Procurement for Asia-Pacific Economies, 24-26 novembre 2009, Bangkok

Mayer Brown JSM (2010), *Thailand to Overhaul Trade Competition Law*, Client Update, 24 février. Adresse consultée: <http://www.mayerbrown.com/publications/article.asp?id=8608&nid=6> [mai 2011].

Mikic, Mia (2007), *Mapping Preferential Trade in Asia and the Pacific: Introducing the Asia-Pacific Trade and Investment*, Working Paper Series 407, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique Adresse consultée: <http://www.unescap.org/tid/publication/swp407.pdf>.

Mikic, Mia (2009), *ASEAN and Trade Integration*, TID Staff Working Paper 01/09, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, 8 avril 2009. Adresse consultée: <http://www.unescap.org/tid/publication/swp109.pdf>.

Ministère de la santé publique et Office national de la sécurité sanitaire (2008), *The 10 burning questions on the Government Use of Patents on the four anti-cancer drugs in Thailand*, février. Adresse consultée: http://www.moph.go.th/hot/Second_white_paper_on_the_Thai_CL_%5BEN%5D.pdf.

Ministère de la santé publique et Office national de la sécurité sanitaire (2007), *Facts and Evidences on the 10 Burning Issues Related to the Government Use of Patents on Three Patented Essential Drugs in Thailand*, février. Adresse consultée: <http://www.moph.go.th/hot/White%20Paper%20CL-EN.pdf> (<http://www.moph.go.th/hot/White Paper CL-EN.pdf>) .

Ministère de l'énergie (2009), *Energy Strategy*, 12 janvier. Adresse consultée: <http://www.energy.go.th/sites/all/files/Policy/policy-wannarat-12jan2552-E.pdf> [mai 2011].

Ministère du commerce de la Chine (non daté), *Thaïlande* Adresse consultée: <http://gpj.mofcom.gov.cn/accessory/200704/1177553992791.pdf>. [14 mars 2011].

Ministère des affaires étrangères (2011), *Thailand's National Tourism Development Plan*, Government Public Relations Department, 18 février. Adresse consultée: http://thailand.prd.go.th/view_inside.php?id=5525 [23 mars 2011].

MOAC, Bureau de l'économie agricole (2010). (Ministère de l'agriculture et des coopératives)

Natera, Carlos (2008), *Music Piracy: Persistent Challenges, Potential Solutions, Thailand: IP Developments*, mars, Tilleke & Gibbins International, Bangkok.

Nattaphol Arammuang (2008), *Thailand Takes Important Step Towards Becoming a Member of PCT and Madrid Protocol, Thailand: IP Developments*. Tilleke & Gibbins International. Adresse consultée: <http://www.tginfo.com/resources/significant-step-made-towards-accession-madrid-protocol>.

NESDB (2010a) (Conseil national de développement économique et social), *Summary of the Direction of the Eleventh National Development Plan*, octobre. Adresse consultée: <http://www.rlcps.com/t0104/index.php?tpid=0094>.

NESDB (2010b) (Conseil national de développement économique et social), *Thailand Millennium Development Goals. Report 2009*, National Economic and Social Development Board, juillet. Adresse consultée: http://www.undp.or.th/resources/documents/Thailand_MDGReport_2009.pdf. [4 avril 2011].

Nikomborirak, D. (2008), "The Political Economy of Competition Law: The Case of Thailand", *Thailand Journal of Law and Policy*, printemps, n° 2, volume 11.

Office thaïlandais des sites industriels (2009), *Annual Report 2009*. Adresse consultée: [http://www.ieat.go.th/IEAT/ieat_docs/annuay/ArIEAT2009\(E\).pdf](http://www.ieat.go.th/IEAT/ieat_docs/annuay/ArIEAT2009(E).pdf).

OMC (2004), *Examen des politiques commerciales: Thaïlande*, Genève.

OMC (2008), *Examen des politiques commerciales: Thaïlande*, Genève.

OMC (2010), *Statistiques du commerce international 2010 2010*, Genève.

Oxford Business Group (2011), *The Report, Thailand 2011*. Adresse consultée: <http://www.oxfordbusinessgroup.com/product/report/report-thailand-2011>.

Pajchima Tanasanti (2007), Département de la propriété intellectuelle, *Geographical Indication Protection and Promotion in Thailand*, presentation at the International Symposium on Geographical Indications, Beijing, document de l'OMPI WIPO/GEO/BEI/07/14, 22 juin 2007.

Pajchima Tanasanti (non daté), "Protection for Geographical Indications in Thailand". Département de la propriété intellectuelle. Adresse consultée: <http://www.aseansec.org/21489-4.pdf>.

PTT (2011), *Annual Report 2010*, Bangkok.

Puapan P. (2010), *Reconsideration of Fiscal Policy: In Search of Strategies to Mobilize Financial Resources*, paper presented at the High level workshop on "Strengthening the response to the global financial crisis in Asia-pacific: the role of macroeconomic policies", 22-24 juin, Phnom Penh, Cambodge.

Sally, R. (2007), "Thai Trade policy: From Non-discriminatory Liberalisation to FTAs", *The World Economy*, volume 30, n° 10 (pages 1594 à 1620).

SEC, "Securities Business Licensing", *Capital Thailand*, Quarterly Newsletter, n° 17, juillet 2008. Adresse consultée: http://www.sec.or.th/infocenter/report/Content_0000000906.jsp?categoryID=CAT0000294&lang=en (http://www.sec.or.th/infocenter/report/Content_0000000906.jsp?categoryID%20=CAT0000294&lang=en) [13 juillet 2011].

Secrétariat de l'APEC (2008a), *2008 Committee on Trade and Investment Annual Report to Ministers*. Adresse consultée: <http://www.apec.org/Groups/Other-Groups/~media/441C73DB54E746E4835F883BF7154612.ashx>.

Secrétariat de l'APEC (2008b), *Identifying Convergences and Divergences in APEC RTAs/FTAs*, for the APEC Ministerial Meeting in Lima, Peru, 19–20 novembre 2008, 2008/AMM/010, Forum Document 2008/CSOM/016Rev1. Adresse consultée: http://www.apec.org/Home/Groups/Other-Groups/FTA_RTA.

Secrétariat de l'APEC (2009), *Thailand Individual Action Plan Study Report 2008*. Document 2009/SOM/012anx2, First Senior Officials' Meeting Plenary Session, Singapour, 16 février 2009. Adresse consultée: http://www.apec-iap.org/document/THA_2009_2009_SOM1_012anx2_IAP_Study_Report_-_Peer_Review.pdf.

Secrétariat de l'ASEAN (2008a), *ASEAN Economic Community Blueprint*, janvier. Adresse consultée: <http://www.aseansec.org/5187-10.pdf>.

Secrétariat de l'ASEAN (2008b), *Fact Sheet: 2008/AEC/001-2*, "An ASEAN Economic Community by 2015", 20 août. Adresse consultée: <http://www.asean.org/Fact%20Sheet/AEC/2007-AEC-001-2.pdf> (<http://www.asean.org/Fact Sheet/AEC/2007-AEC-001-2.pdf>).

Secrétariat de l'ASEAN (2010a), *ASEAN Economic Community Scorecard: Charting Progress Towards Regional Economic Integration*, mars. Adresse consultée: <http://www.asean.org/publications/AEC%20Scorecard.pdf>.

Secrétariat de l'ASEAN (2010b), *Fact Sheet: 2010/AEC/025-2*, *ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA)*. Adresse consultée: <http://www.aseansec.org/Fact%20Sheet/AEC/2010-AEC-025-2.pdf>.

Secrétariat de l'ASEAN (2011), "ASEAN Leaders' Joint Statement on the ASEAN Community in a Global Community of Nations" DOC: ASEAN/Summit-18/May/2011/OutDocs/ACIGCON/FINAL. Adresse consultée: http://www.asean.org/Joint_Statement_ASEAN_Community.pdf.

Siraprapha Rungpry et Edward J. Kelly, "Developments in Compulsory Licensing", *Thailand: IP Developments*, mars 2008.

Sirilarpyos, N. (2010), *National and International Standardization in Thailand*, Thai Industrial Standards Institute, 11 mars. Adresse consultée: <http://info.ogp.org.uk/standards/10Thailand/Presentations/04STD.pdf> [mai 2011].

Sussangkarn, Chalongphob et Deunden Nikomborirak (2011), *Trans-Pacific Rebalancing: Thailand Case Study*, ADBI Working paper Series, n° 273, ADB Institute, mars. Adresse consultée: <http://www.adbi.org/working-paper/2011/03/31/4498.transpacific.rebalancing.thailand/>.

USDA, Service de l'agriculture étrangère (2010a), *Thailand Food and Agricultural Import Regulations and Standards – Narrative*, FAIRS Country Report, GAIN Report n° TH0172, 30 décembre. Adresse consultée: <http://gain.fas.usda.gov/Pages/Default.aspx> [mars 2011].

USDA, Service de l'agriculture étrangère (2010b), *Thailand Grain and Feed Update, Rice Update*, GAIN Report n° TH0176, 23 décembre. Adresse consultée: <http://gain.fas.usda.gov/Pages/Default.aspx> [mars 2011].

USDA, Service de l'agriculture étrangère (2010c), *Thailand, Sugar Semi-Annual*, GAIN Report n° TH0140, 21 octobre. Adresse consultée: <http://gain.fas.usda.gov/Pages/Default.aspx> [mars 2011].

USDA, Service de l'agriculture étrangère (2011), *Bangkok Newsletter – January 2011*, GAIN Report n° TH1003, 6 janvier. Adresse consultée: <http://gain.fas.usda.gov/Pages/Default.aspx> [mars 2011].

USTR (2007) *National Trade Estimate Report – Thailand*, Adresse consultée: http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2007/NTE/asset_upload_file624_10985.pdf.

USTR (2010a), *2010 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers – Thailand*. Adresse consultée: http://www.ustr.gov/assets/Document_Library/Reports_Publications/2010/2010_NTE_Report.pdf.

USTR (2010b), *2010 Report on Sanitary and Phytosanitary Measures*. Adresse consultée: [http://www.ustr.gov/sites/default/files/SPS%20Report%20Final\(2\).pdf](http://www.ustr.gov/sites/default/files/SPS%20Report%20Final(2).pdf).

Vachanavuttivong, Darani (2008) "Recordation of well-known marks in Thailand", *Thailand: IP Developments*, juin, Tilleke & Gibbins International, Bangkok.

Vachanavuttivong, Darani (2010), "Amendment of Thai Intellectual Property Laws", *Informed Counsel*, vol.1 n° 1, février, Tilleke & Gibbins International, Bangkok.

Vasantasingh, C. (Deputy Attorney General) (2008), "Corruption Control in Public Procurement", Presentation to the Second Regional Seminar on Good Governance for South East Asian Countries, 23-25 juillet 2008, Bangkok. Adresse consultée: http://www.unafei.or.jp/english/pdf/2nd_Regional_Seminar.pdf [mai 2011].

Warr, P. (2008), "Trade Policy and the Structure of Incentives in Thai Agriculture", *ASEAN Economic Bulletin*, vol. 25, n° 3, 3 décembre.

Wiramrudee Mokkhavesa (2010), "Thailand: Stopping IP Infringement on the Internet", *Informed Counsel*, vol.1 n° 2, Tilleke & Gibbins International, mai, Bangkok.